



République Tunisienne

Ministère de l'Economie et de la Planification

Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives

R A P P O R T

Positionnement compétitif global de la Tunisie : analyse et défis de redressement



Direction Centrale de la Compétitivité

Décembre 2024

Le présent document est la propriété de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives (ITCEQ). Toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation écrite de l'ITCEQ, est considérée comme illicite et constitue une contrefaçon.

Les résultats, interprétations et conclusions émis dans cette publication sont ceux de(s) auteur(s) et ne devraient pas être attribués à l'ITCEQ, à sa Direction ou aux autorités de tutelle.

Ce document est élaboré par Mme Yousr Zribi, Mme Raoudha Hadhri, Mme Sonia Mahfoudh, et M. Rachid Fourati, dans le cadre du programme d'activité de l'ITCEQ, au sein de la Direction Centrale des Études Économiques, sous la supervision de Mme Affet Ben Arfa.

Table des matières

Introduction	1
I- Positionnement compétitif de l'économie tunisienne	2
1. Compétitivité globale	3
2. Compétitivité courante.....	6
2.1. Compétitivité interne.....	9
2.2. Secteur bancaire et marché boursier.....	13
2.3. Stabilité du cadre macroéconomique	16
2.4. Compétitivité externe	19
2.5. Croissance et dynamisme économique.....	21
2.6. Intégration et attractivité du pays.....	23
3. Compétitivité potentielle.....	26
3.1. Ressources humaines.....	29
3.2. Infrastructure technologique et usage des TIC	30
3.3. Innovation et économie de la connaissance.....	33
II- La compétitivité externe de l'économie tunisienne	36
1. Le déficit commercial : bilan et facteurs explicatifs.....	36
1.1. Le déficit commercial et la dépréciation du dinar.....	37
1.2. Le déficit commercial et l'effet sectoriel.....	38
1.3. Le déficit commercial et l'effet géographique.....	40
2. Compétitivité externe : performances à l'export.....	42
2.1. Décomposition de la croissance de la part de marché externe.....	43
2.2. Performances des exportations technologiques	49
2.3. Performances des exportations de haute technologie.....	51
Conclusion	55

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1** : Classements redressés pour les cinq indicateurs synthétiques de compétitivité
- Tableau 2** : Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité courante » en 2022
- Tableau 3** : Principaux résultats liés au facteur « Compétitivité interne » en 2022
- Tableau 4** : Principaux résultats liés au facteur « Système bancaire et marché boursier » en 2022
- Tableau 5** : Principaux résultats liés au facteur « Stabilité du cadre macroéconomique » en 2022
- Tableau 6** : Principaux résultats liés au facteur « Compétitivité externe » en 2022
- Tableau 7** : Principaux résultats liés au facteur « Croissance et dynamisme économique » en 2022
- Tableau 8** : Principaux résultats liés au facteur « Intégration et attractivité du pays » en 2022
- Tableau 9** : Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité potentielle » en 2022
- Tableau 10** : Principaux résultats liés au facteur « Ressources humaines » en 2022
- Tableau 11** : Principaux résultats liés au facteur « Infrastructure technologique et usage des TIC » en 2022
- Tableau 12** : Principaux résultats liés au facteur « Innovation et économie de la connaissance » en 2022
- Tableau 13** : Contribution sectorielle à la croissance* du déficit commercial de biens (en %)
- Tableau 14** : Contribution géographique à la croissance* du déficit commercial de biens (en %)
- Tableau 15** : Structure des importations tunisiennes en provenance des pays accusant d'importants déficits selon le processus de production
- Tableau 16** : Evolution de la part de marché externe de la Tunisie et de ses concurrents (en %)
- Tableau 17** : Décomposition de la croissance de la part de marché de la Tunisie sur le monde (en %)
- Tableau 18** : Diversification des exportations par produit (indice Herfindahl)
- Tableau 19** : Croissance des importations de biens par zone (en %)
- Tableau 20** : Diversification des exportations par pays (indice Herfindahl)
- Tableau 21** : Evolution de la croissance des exportations manufacturières de la Tunisie par niveau technologique
- Tableau 22** : Croissance de la structure des exportations manufacturières de la Tunisie par niveau technologique (%)
- Tableau 23** : Performances technologiques des exportations manufacturières de la Tunisie et de certains concurrents (2011-2021) (en %)
- Tableau 24** : Performance de la Tunisie dans les exportations de haute technologie sur la période 2011-2021

LISTE DES GRAPHIQUES

- Graphique 1** : Indicateur synthétique de compétitivité globale en 2022
- Graphique 2** : Evolution du classement de la Tunisie selon ISCG et ses deux dimensions partielles (2010-2022)
- Graphique 3** : Indicateur synthétique de « Compétitivité courante » en 2022
- Graphique 4** : Score de la Tunisie en termes de compétitivité courante en 2022
- Graphique 5** : Indicateur synthétique de la « Compétitivité potentielle »
- Graphique 6** : Score de la Tunisie en termes de compétitivité potentielle
- Graphique 7** : Evolution des échanges extérieurs de biens (en MD)
- Graphique 8** : Evolution du taux de change effectif nominal (indice base 100= 2010)
- Graphique 9** : Evolution du solde commercial par secteur (en MD)
- Graphique 10** : Evolution du solde commercial par pays
- Graphique 11** : Structure des exportations manufacturières de la Tunisie par niveau technologique (%)

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Approche méthodologique

Encadré 2 : Des Mesures de soutien aux entreprises : Cas de l'Indonésie

Encadré 3 : La théorie de la « circulation duale » : vers le renforcement du marché domestique chinois

Encadré 4 : Méthode de comparaison

Encadré 5 : Les marchés financiers asiatiques poursuivent leur rattrapage

Encadré 6 : Opportunités d'investissement en Bulgarie

Encadré 7 : Singapour : champion des accords commerciaux

Encadré 8 : Développement de la technologie et de l'innovation en Lituanie

Encadré 9 : Décomposition de la croissance de la part de marché externe

Encadré 10 : Produits de haute technologie

LISTE DES ABREVIATIONS

BCT	Banque Centrale de Tunisie
COFACE	Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
DB	Doing Business
FMI	Fonds Monétaire International
GII	Global Innovation Index
GTCI	Global Talent Competitiveness Index
HF	Heritage Foundation
ICOR	Incremental Capital Output Ratio
IDE	Investissement Direct Etranger
IEF	Index of Economic Freedom
IT	International Transparency
MES	Ministère de l'Enseignement Supérieur
MEP	Ministère de l'économie et de la planification
MF	Ministère des Finances
MTCEN	Ministère des Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
PECO(s)	Pays de l'Europe Centrale et Orientale
PGF	Productivité Globale des Facteurs
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites Moyennes Entreprises
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PPA	Parité de Pouvoir d'Achat
PPP	Partenariat Public-Privé
R&D	Recherche et développement
RNB	Revenu National Brut
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UE	Union Européenne
UIT	Union Internationale des Télécommunications
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
WDI	World Development Indicators
WEF	World Economic Forum
WER	World Economic Report

Introduction

En dépit des efforts réalisés et des actions entreprises pour contourner les difficultés et problèmes vécus pendant plus d'une décennie, l'économie tunisienne n'a pas pu se rétablir et se trouve dans l'obligation de relever plusieurs défis. En effet, la Tunisie s'est retrouvée impactée par plusieurs chocs externes qui ont plongé l'économie du pays dans une spirale de faible croissance et de perte de compétitivité et aggravé par-là les fragilités structurelles auxquelles elle est confrontée. Dès lors, nombre de questions se posent quant aux politiques et mesures que le pays devrait entreprendre pour conserver sa compétitivité, voire même, l'améliorer.

Dans ce cadre, le rapport annuel sur la compétitivité de la Tunisie apporte un regard sur les performances compétitives de l'économie tunisienne aussi bien en matière de positionnement de la Tunisie selon l'indice global de compétitivité de l'ITCEQ que d'analyse tendancielle sur la compétitivité externe. Ce présent rapport revêt une importance cruciale dans la mesure où il offre une vision globale et comparative de la compétitivité tunisienne et synthétise les principales forces et faiblesses qui la caractérisent. Il tente, en outre, d'éclairer l'action publique au vu des leçons tirées des meilleures expériences et pratiques des pays concurrents.

Afin de mieux apprécier le positionnement compétitif de la Tunisie, nous avons privilégié une vue globale qui recouvre une large dimension économique, laquelle aborde la compétitivité comme la capacité du pays à accroître son niveau de vie et un moyen au service d'une attractivité meilleure et d'une croissance soutenue.

A cet égard, ce rapport se focalise, dans une première partie, sur l'appréciation du positionnement compétitif de l'économie tunisienne par rapport à un panel de pays concurrents et par référence à un ensemble d'indicateurs représentant multiples facettes de l'économie. Il s'intéresse, dans une deuxième partie, à l'analyse structurelle de la compétitivité externe à travers l'évolution du déficit commercial de biens et les performances des exportations notamment en matière de parts de marché, de diversification et de transformation technologique.

I- Positionnement compétitif de l'économie tunisienne

A l'instar de plusieurs institutions internationales qui classent les pays selon leurs performances compétitives, l'ITCEQ procède à l'appréciation du positionnement compétitif de la Tunisie comparativement à un panel de 27 pays concurrents¹ et par référence à un ensemble d'indicateurs reflétant multiples facettes de l'économie.

Cette appréciation est effectuée moyennant l'élaboration d'un indicateur synthétique de compétitivité globale (ISCG) qui repose sur deux dimensions à savoir la compétitivité courante et la compétitivité potentielle. La première retrace les résultats enregistrés sur les plans interne et externe et couvre les facteurs liés à «la croissance et dynamisme économique », à «la stabilité du cadre macroéconomique », au « secteur bancaire et marché boursier », à « la compétitivité interne », à « la compétitivité externe » et à « l'intégration et l'attractivité du pays ». Quant à la seconde, elle synthétise les performances actuelles d'une économie mais aussi les gisements qu'incorporent certains facteurs dont la productivité est différée. Elle se rapporte aux facteurs ayant trait aux « ressources humaines, à « l'infrastructure technologique et l'usage des Tics » ainsi qu'à « l'innovation et l'économie de la connaissance ».

Encadré 1 : Approche méthodologique

L'approche préconisée dans l'appréciation du positionnement compétitif de l'économie tunisienne s'appuie sur la méthode de « scoring » qui consiste à classer les pays en fonction des résultats qu'ils ont réalisés au niveau d'un large éventail d'indicateurs majoritairement quantitatifs regroupés en neuf facteurs.

Normalisation des données :

*L'exploitation du système d'indicateurs utilisé en vue d'établir le classement des pays de l'échantillon nécessite la conversion de ces indicateurs en données pouvant être regroupées et comparées. Toutes les données ont été ainsi normalisées de façon à résoudre le problème d'unités de mesures différentes. Ainsi et en ce qui concerne les indicateurs **favorisant l'évolution de la compétitivité**, la normalisation s'est effectuée selon la méthode suivante :*

$$I_i = (X_i - X_{min}) / (X_{max} - X_{min})$$

avec : X_i : la valeur de l'indicateur pour le pays i

X_{min} : la valeur minimale de l'indicateur

X_{max} : la valeur maximale de l'indicateur

*Quant aux variables qui **nuisent à l'évolution de la compétitivité**, la normalisation s'est faite comme suit : $I_i = (X_{max} - X_i) / (X_{max} - X_{min})$.*

*Cette normalisation des données permet l'élaboration d'un indice qui **varie entre 0 et 1**. Une valeur de l'indice qui tend vers 1 signifie que le pays est compétitif pour l'indicateur en question.*

¹ Le choix des pays concurrents a été effectué sur la base de l'intensité de concurrence et du degré de similarité entre les exportations tunisiennes et celles des autres pays.

Classement des pays :

Le classement des pays a été effectué sur plusieurs étapes. Il a été établi, dans un premier temps, en fonction des indices calculés au niveau des différents indicateurs. Il a été procédé, dans un deuxième temps, au calcul d'un indice synthétique par facteur sur la base d'une moyenne équipondérée des indicateurs normalisés y afférents. Par la suite, le classement des pays pour chacune des notions de compétitivité courante et de compétitivité potentielle a été établi en procédant à la moyenne des indices synthétiques des facteurs qui en relèvent en leur affectant la même pondération. Ces moyennes permettent finalement le calcul d'un indice synthétique susceptible d'apprécier le positionnement compétitif des différents pays dans sa dimension globale.

Par ailleurs, les pays sont classés en trois groupes selon leurs degrés de performances et ce, après avoir calculé l'écart de performances (EP) dont la formule est la suivante : $EP = \frac{I_{\max} - I_{\min}}{3}$



Un pays i est classé parmi le groupe de pays à performances élevées si son score $X_i \geq X_E$ avec $X_E = X_{\max} - EP$



Un pays i est classé parmi le groupe de pays à performances moyennes si $X_M \leq X_i < X_E$ avec $X_M = X_E - EP$



Un pays i est classé parmi le groupe de pays à performances inférieures (ou faibles) si $X_i < X_M$

Il importe de mentionner que des différences dans le classement attribué aux pays peuvent apparaître d'un rapport à l'autre pour une même année. Ceci revient principalement :

- À la révision des indicateurs mis à l'étude dont le nombre peut varier d'une année à l'autre. Cette révision s'avère nécessaire dans la mesure où elle permet d'enrichir l'analyse moyennant l'ajout de nouveaux indicateurs, le remplacement de certains indicateurs par d'autres de meilleure qualité statistique, etc. ;
- À la mise à jour des données qui concerne non seulement la dernière année mais toute la série temporelle retenue ;
- Aux données manquantes qui ont un effet non négligeable sur les résultats et surtout sur le calcul des indicateurs synthétiques.

1. Compétitivité globale

Malgré son amélioration, le classement de la Tunisie en 2022 reste encore en retrait par rapport à plusieurs concurrents

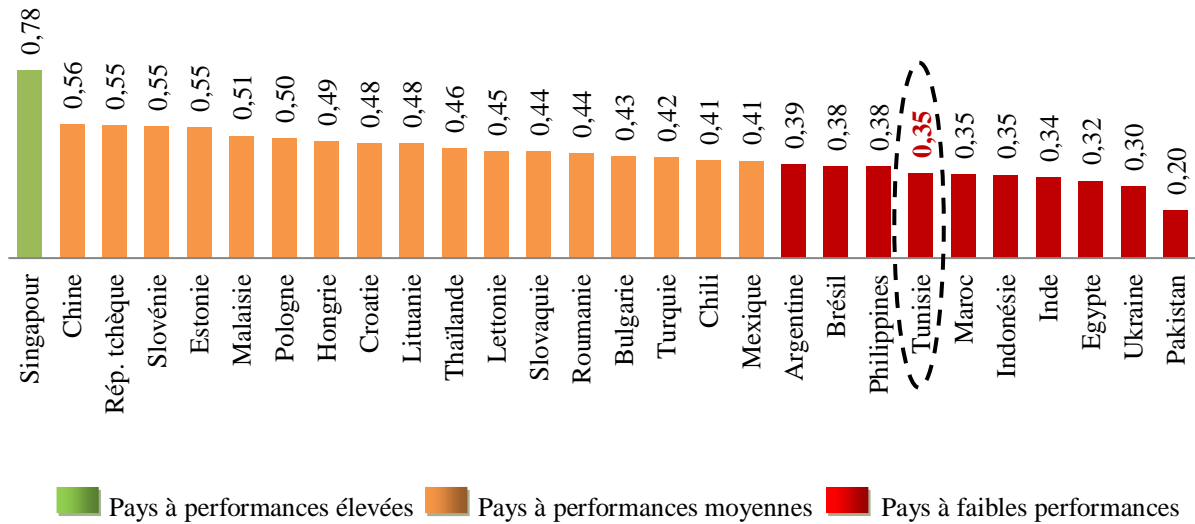
Avec un score de 0.36, la Tunisie occupe le 22^{ème} rang en 2022 en termes de compétitivité globale dénotant une légère amélioration par rapport aux deux dernières années (24^{ème} en 2020 et 23^{ème} en 2021). Toutefois, Elle demeure, parmi les pays à faibles performances².

Les premières places sont occupées par certains pays asiatiques et plusieurs PECO alors que l'Egypte, l'Ukraine et le Pakistan occupent les dernières positions. A l'exception d'une légère consolidation du classement de la Thaïlande passant au 11^{ème} rang (contre 13^{ème} en 2021), les pays de l'échantillon ont maintenu leur positionnement comparativement à l'année qui précède.

² Voir rapport « Positionnement compétitif de l'économie tunisienne » Encadré p9-Décembre 2021-

Par ailleurs, faut-il mentionner que le classement des pays est en phase avec celui du revenu national brut par habitant, synonyme d'une forte corrélation entre la compétitivité et le bien-être³.

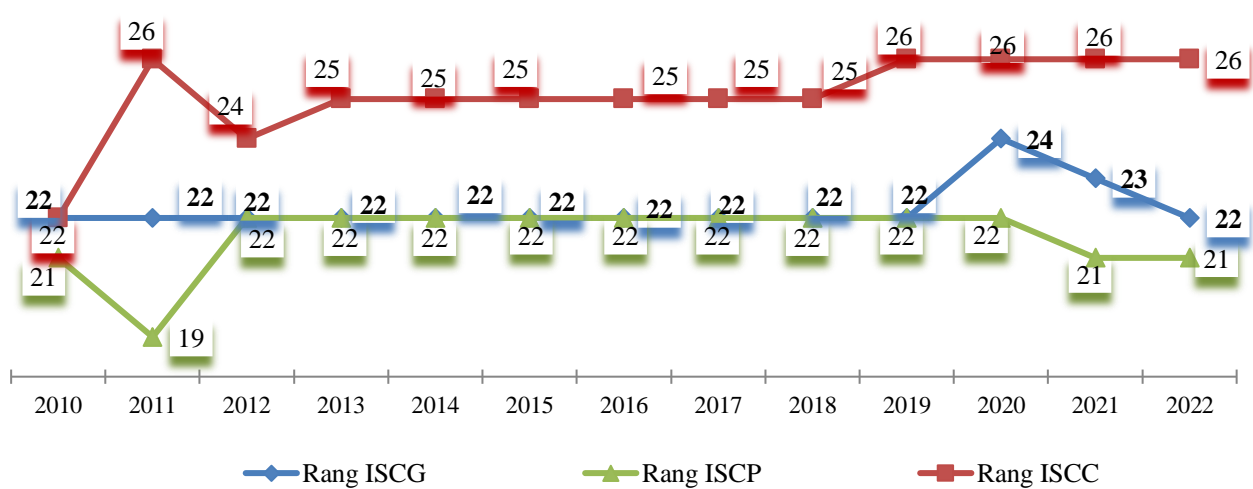
Graphique 1 : Indicateur synthétique de compétitivité globale en 2022



Source : Compilations ITCEQ

Cette moindre performance est attribuable aux classements tardifs de la Tunisie au niveau de la compétitivité courante (26^{ème}) et à moindre degré au niveau de la compétitivité potentielle (21^{ème}).

Graphique 2 : Evolution du classement de la Tunisie selon ISCG et ses deux dimensions partielles (2010-2022)



³ La définition de la communauté européenne stipule qu'une économie compétitive est une économie qui parvient à faire croître le revenu et la prospérité de sa population.

Forte convergence avec les classements dans certains rapports internationaux

De tels résultats corroborent ceux publiés dans certains rapports internationaux⁴ à l'instar de « Competitive Industrial Performance Report », « Global Talent Competitiveness Index », « Index of Economic Freedom » et « Global Innovation Index ».

Tableau 1 : Classements redressés pour les cinq indicateurs synthétiques de compétitivité

Pays	CIP	GTCl	IEF	GII	ISCG
Singapour	2	1	1	1	1
Chine	1	9	28	2	2
République tchèque	3	3	5	4	3
Slovénie	11	4	8	5	4
Estonie	19	2	2	3	5
Malaisie	5	12	11	8	6
Pologne	6	11	10	10	7
Hongrie	9	10	14	6	8
Croatie	22	13	12	14	9
Lituanie	14	6	3	11	10
Thaïlande	8	20	17	15	11
Lettonie	23	5	4	13	12
Slovaquie	10	8	9	16	13
Roumanie	12	15	13	17	14
Bulgarie	20	14	7	7	15
Turquie	7	22	20	9	16
Chili	18	7	5	18	17
Mexique	4	18	16	20	18
Argentine	21	16	25	24	19
Brésil	16	19	24	19	20
Philippines	17	21	18	22	21
Tunisie	26	25	21	25	22
Maroc	24	26	19	23	23
Indonésie	13	23	15	25	24
Inde	15	27	23	12	25
Egypte	25	24	26	28	26
Ukraine	28	17	22	20	27
Pakistan	27	28	27	27	28

Sources : CIP, GTCl, IEF, GII et Compilations ITCEQ

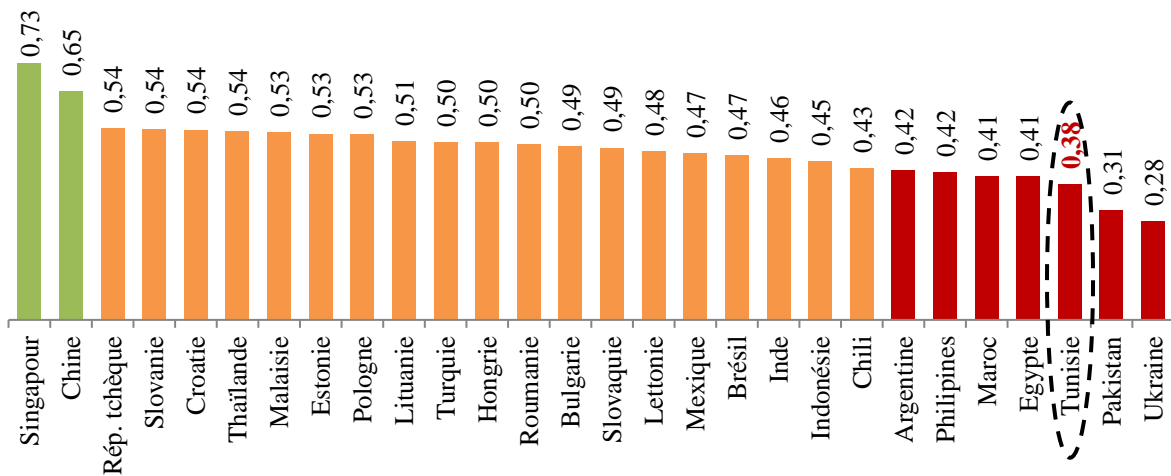
Par ailleurs, l'analyse gagnerait en pertinence en procédant à l'examen de la position de la Tunisie au niveau des deux notions de compétitivité courante et potentielle ainsi qu'au niveau des différents facteurs/indicateurs y afférents.

⁴ Ce constat est confirmé par le niveau relativement élevé du coefficient de corrélation de Kendall qui est de 0.71 (Voir rapport « Positionnement compétitif de l'économie tunisienne » Encadré p13-Décembre 2021)

2. Compétitivité courante

Les résultats dégagés en termes de compétitivité courante révèlent que la Tunisie demeure classée dans le groupe de pays à faibles performances (26^{ème} rang) avec un score de 0.38 qui est largement inférieur à celui du Singapour (0.73) et de la Chine (0.65) occupant les deux premiers rangs. Il est à signaler que la Thaïlande a décroché le 6^{ème} rang en 2022 (contre 14^{ème} en 2021) et que la Lituanie a perdu, au contraire, 4 places et se positionne désormais au 10^{ème} rang.

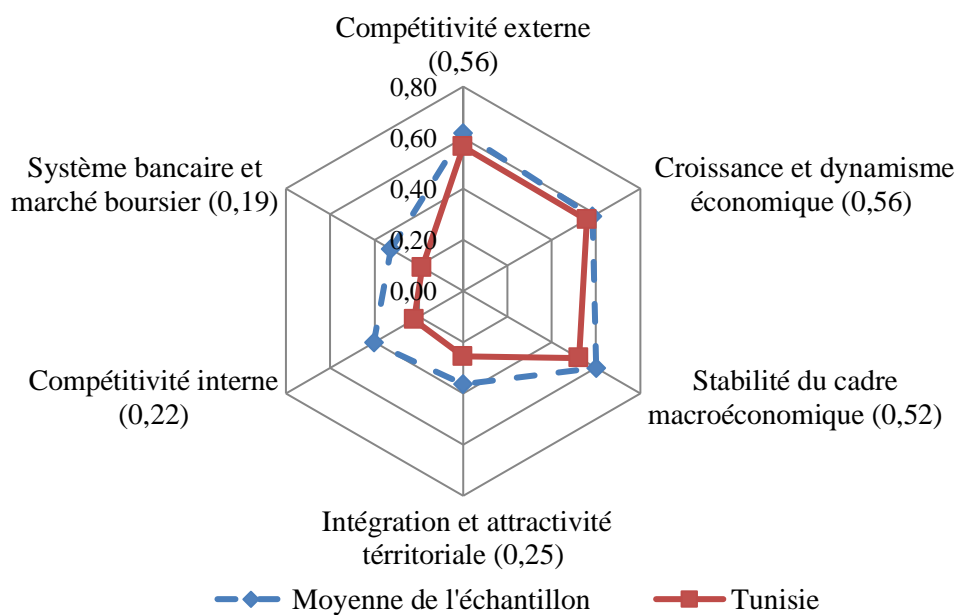
Graphique 3 : Indicateur synthétique de « Compétitivité courante » en 2022



Source : compilations ITCEQ

Plus encore, cette position tardive de la Tunisie est attribuable aux faiblesses structurelles caractérisant les facteurs « compétitivité interne » et « secteur bancaire et marché boursier », au repli enregistré en termes de « intégration et attractivité territoriale » en plus des résultats relativement modérés au niveau des facteurs « compétitivité externe », « croissance et dynamisme économique » et « stabilité du cadre macroéconomique ». Ceci est d'autant plus vraisemblable que le score de la Tunisie au niveau de tous ces facteurs est nettement inférieur à la moyenne de l'échantillon.

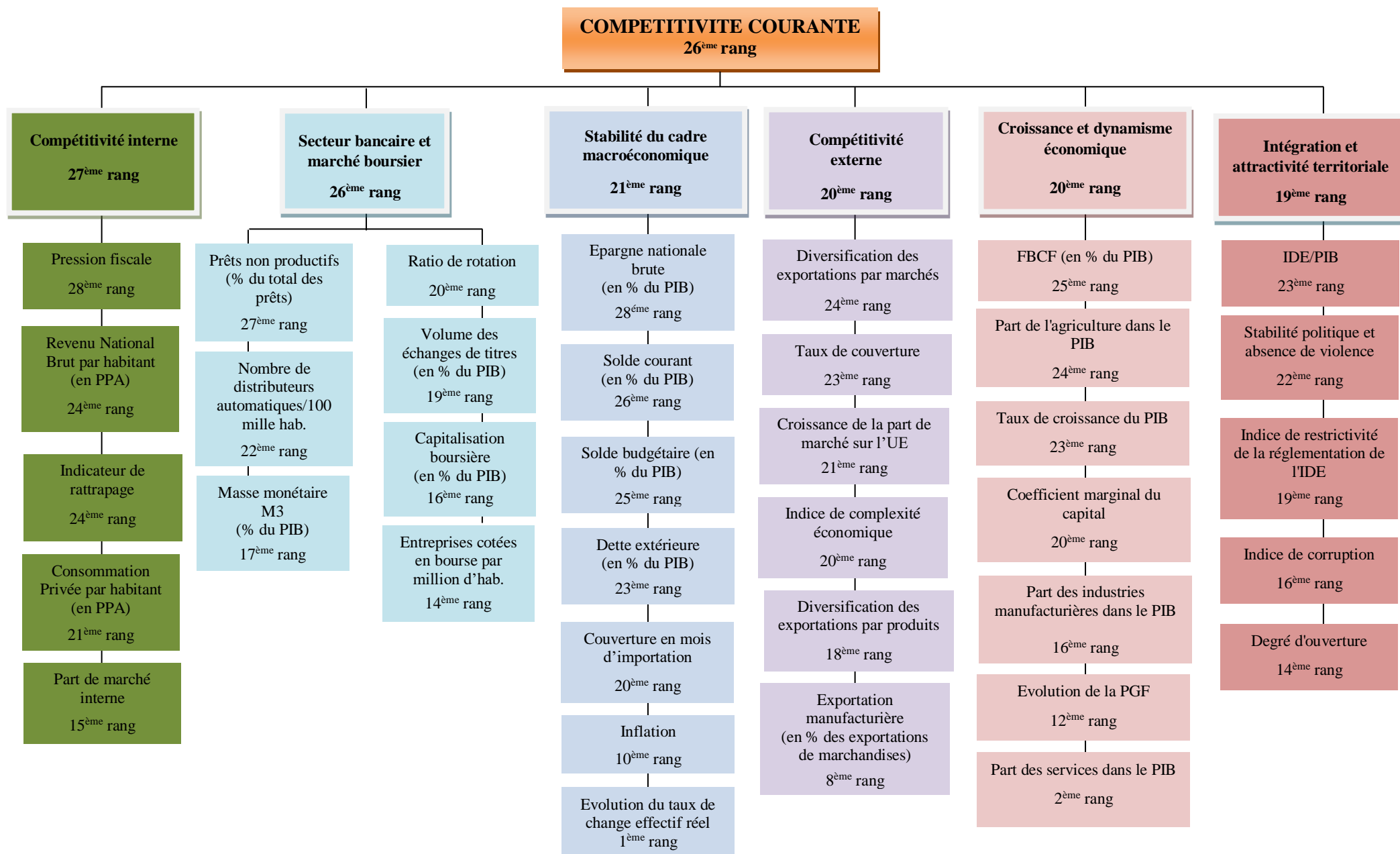
Graphique 4 : Score de la Tunisie en termes de compétitivité courante en 2022



Source : Compilations ITCEQ

De plus amples investigations ont été effectuées pour approfondir davantage l'analyse par facteur et au niveau des différents indicateurs partiels y afférents. Ce qui a permis d'identifier les faiblesses de l'économie tunisienne et de mettre en exergue les expériences étrangères de certains pays ayant amélioré significativement leur position compétitive.

Tableau 2 : Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité courante » en 2022



2.1. Compétitivité interne

Des signes de faiblesse sont encore affichés...

Le classement de la Tunisie au niveau de ce facteur s'est maintenu dans le groupe des pays à faibles performances, la situant, ainsi, à l'avant dernière position (27^{ème} avec un score de 0.22). Le plus grand gagnant de cette course à la compétitivité est la Pologne qui a grimpé au 9^{ème} rang (contre 18^{ème} en 2021) contrairement au Chili qui a perdu 6 places et se classe 21^{ème} en 2022.

Cette moindre performance affichée par la Tunisie tout au long de la dernière décennie trouve son explication principalement dans :

- La lourdeur de la pression fiscale qui a progressé de 1.4 points de pourcentage par rapport à l'année précédente pour atteindre son plus haut niveau depuis 2010 soit 24.7% conférant à la Tunisie la dernière position. Dans ce même contexte, la 22^{ème} enquête sur la compétitivité et le climat des affaires dégage une insatisfaction plus prononcée des chefs d'entreprises quant au niveau du taux d'imposition dans la mesure où 53% des entreprises le considèrent élevé, freinant le développement de leur activité (contre 49% en 2020). De plus, 57% des entreprises déclarent que le système fiscal est complexe, non équitable et renferme une multiplicité de taxes (contre 50% en 2020).

Faut-il signaler, par ailleurs, qu'après la baisse de la pression fiscale en 2020 pour la quasi-totalité des pays retenus, suite notamment aux diverses mesures fiscales qui ont été mises en place pour contrecarrer la pandémie⁵, une reprise généralisée du taux d'imposition a été marquée depuis 2021 et plus particulièrement pour la Roumanie (18.8% contre 15% en 2021) et le Chili (21.4% contre 19.6% en 2021). Seuls la Pologne, la Turquie et l'Ukraine ont fait baisser sensiblement ce taux en 2022 (21.5%, 16% et 17.8% contre 23.7%, 17.8% et 19,1% en 2021 respectivement).

⁵ Il s'agit, entre autres, du report du paiement des impôts ou des cotisations sociales, de la prolongation des délais déclaratifs, de la baisse des taux d'imposition, de l'exonération ou de l'annulation du paiement des taxes et de la remise des intérêts ou des pénalités de retard ou encore des remboursements accélérés.

Encadré 2 : Des Mesures de soutien aux entreprises : Cas de l'Indonésie

Les autorités indonésiennes ont publié le Règlement n° 23/2018 en vertu duquel les micros, petites et moyennes entreprises ont la possibilité de choisir un calcul de l'impôt adapté à leur situation⁶. Cependant, ce pays compte augmenter ses revenus fiscaux puisque cette faible pression fiscale contraint fortement les dépenses de l'Etat et limite l'investissement dans les infrastructures publiques et/ou dans le capital humain. Ceci est d'autant plus vrai que le gouvernement indonésien a supprimé le plafond constitutionnel du déficit budgétaire de 3% du PIB pour la période 2020-2022. De plus, il a mis en place d'importantes mesures de relance afin de soutenir l'économie : augmentation des dépenses de santé et des mesures de protection sociale, restructuration du crédit, octroi de prêts spéciaux aux PME et expansion des projets du secteur public.

Changements profonds de la fiscalité polonaise : les 9 principales mesures touchant les entrepreneurs

Le gouvernement polonais a mis en œuvre de nombreuses réformes visant à modifier l'ensemble du système fiscal du pays dont on cite :

- 1. Modification du barème progressif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques*
- 2. Suppression de la possibilité de déduire les cotisations d'assurance maladie du revenu imposable*
- 3. Cotisations d'assurance maladie proportionnelles au revenu et non déductible du revenu imposable pour les entrepreneurs individuels*
- 4. Assujettissement aux cotisations d'assurance maladie des membres du directoire des sociétés commerciales polonaises (notamment non-salariés). Cette réforme prévoit de soumettre les rémunérations perçues par les membres du directoire à une cotisation d'assurance maladie proportionnelle, égale à 9 % du revenu perçu.*
- 5. Nouvel « impôt minimum » sur les sociétés pour capter les sociétés qui échappent à l'imposition en déclarant régulièrement une perte ou un bénéfice inférieur à 1 % du CA.*
- 6. Allègements fiscaux importants en matière de recherche-développement*
- 7. Forfaitisation obligatoire des revenus de baux d'habitation*
- 8. Incitations à l'élection d'une résidence fiscale en Pologne ainsi les contribuables qui transféreront leur domicile en Pologne, devenant résidents fiscaux polonais, pourront sous certaines conditions déduire un montant d'impôt déterminé individuellement au cours de 4 années fiscales consécutives. Cet avantage vise à inciter les Polonais ayant émigré à l'étranger à se rapatrier.*
- 9. Modification des règles relatives aux prix de transfert (prix auxquels une entreprise transfère des biens ou rend des services à des entreprises associées). Les modifications allègent certaines obligations (notamment pour les PME), prolongent les délais pour la présentation de la documentation et étendent la responsabilité pénale et fiscale des dirigeants et des responsables financiers des sociétés.*

Sources : « Indonésie : un solide rebond du PIB » Atradius, Juillet 2022

« New Deal à la polonaise – une révolution fiscale prévue pour 2022 » octobre 2021 ; Copernic avocats

⁶ Il s'agit de 0,5% des revenus bruts ou basé sur la formule suivante $[0,25 - (0,6 \text{ milliard} / \text{revenu brut})]$ * revenu imposable.

- Le revenu national brut constant en PPA par habitant qui reste en deçà de celui de plusieurs concurrents, conférant à la Tunisie le 24^{ème} rang. Son niveau ne représente, en fait, que le 1/10 de celui du Singapour et un peu plus du 1/4 de celui de la République tchèque qui occupent les deux premières positions. Faut-il préciser que la quasi-totalité des pays de l'échantillon ont connu une progression de cet indicateur à l'exception de l'Ukraine, la Lituanie et, à moindre degré, la République Tchèque et l'Estonie. Notons, par ailleurs, qu'en termes de croissance la Bulgarie suivie par la Pologne ont pu améliorer significativement leur revenu par tête. Ceci est d'autant plus vrai que la Pologne a connu un dynamisme soutenu de son activité économique avant la pandémie en plus de son climat d'affaires propice à l'investissement ayant favorisé une forte attraction des IDE, suite non seulement au niveau de salaire bas comparativement aux pays de l'est voisins mais aussi à la qualité de la main-d'œuvre et celle des infrastructures. Cet écosystème favorable lui a permis de répondre aux chocs externes (pandémie, guerre de l'Ukraine) avec adaptabilité et résilience et de converger vers le niveau de revenu des pays de l'ouest.
- L'indicateur de rattrapage ne dépassant pas 23.3% et attribuant à la Tunisie le 24^{ème} rang contre une moyenne de 77.1% pour les PECO⁷ et de 44.7% pour les pays de l'Amérique latine. Les pays asiatiques présentent, quant à eux, des résultats très mitigés. Si le Singapour se positionne à la tête de ce classement avec un niveau 10 fois plus élevé que celui de la Tunisie (235%) suivi par la Malaisie qui se situe au 13^{ème} rang (63.6%), les Philippines (19.2%), l'Inde (15.4%) et le Pakistan (12.2%) occupent les dernières positions. La Chine (39.1%), pour son cas, a gardé une tendance haussière de cet indicateur depuis 2017 et continue à gagner des rangs.

⁷ La Croatie (73.8%) et la Bulgarie (58.4%) ont enregistré une amélioration sensible de cet indicateur au cours des deux dernières années.

Encadré 3 : La théorie de la « circulation duale » : vers le renforcement du marché domestique chinois

En dépit de la morosité de l'économie mondiale en 2020, la Chine a pu améliorer la qualité de vie de sa population et maintenir son pouvoir d'achat et ce, grâce à son orientation vers un modèle de développement adapté aux circonstances d'incertitude et d'instabilité et basé sur la théorie de la « circulation duale ». Celle-ci décompose le système économique mondial en deux cycles : intérieur (la Chine) et extérieur (le reste du monde). Cette approche se fonde sur le développement du marché domestique (cycle intérieur), afin d'assurer une certaine autonomie stratégique par rapport à l'économie mondiale, et sur l'utilisation accrue des « ressources » (financement, innovation) issues de cette dernière (cycle extérieur) en vue de faciliter la montée en gamme de l'économie.

Le tourisme : obstacle ou source de développement de l'économie croate ?

Depuis son adhésion à l'UE, la Croatie a accéléré la convergence de son niveau de vie vis à vis des autres pays de l'union comme l'atteste le niveau de l'indicateur de rattrapage passant de 62% en 2010 à 74% en 2022. Cette amélioration est attribuable à plusieurs facteurs dont notamment :

- *Sa spécialisation dans le tourisme et le secteur bancaire qui a rendu son économie moins sensible à la compétitivité-prix par rapport aux PECO orientés vers l'industrie manufacturière tels que la Slovénie et la Roumanie. En particulier, le tourisme qui représente 20% du PIB est le seul secteur qui a pu échapper à la récession qu'a connu l'UE et ce, grâce à son caractère délocalisable.*
- *La politique de désinflation compétitive que la Croatie a maintenu depuis 2009 favorisant une appréciation de la kuna sans perte de compétitivité-prix. Les prix relatifs croates ont diminué, renforçant ainsi la compétitivité du pays. Néanmoins, la Croatie a connu une nette augmentation de l'inflation en 2022 (10.7% contre 2.6% en 2021 et 0.2% en 2020) sous l'effet de la crise sanitaire et de deux forts séismes. La Commission européenne et le FMI prévoient une contraction significative de l'inflation au cours des années à venir.*
- *Le développement et l'amélioration des infrastructures et des services touristiques qui a été favorisé par l'augmentation des flux de recettes en kuna attirant ainsi plus de touristes et générant plus de revenus. Par ailleurs, la protection de ce secteur et le développement de quelques formes sélectives du tourisme pour soutenir sa croissance et assurer la durabilité économique pourraient fuir le contre-effet que la monoculture touristique jugée être l'un des obstacles les plus sérieux au développement de la Croatie.*

Sources : « Bulletin d'analyse économique Chine » Direction générale du Trésor, décembre 2020

« La Croatie dans la zone euro, l'aboutissement de 30 ans de redressement économique », Camille Baulant, The conversation, avril 2023

« Croatia relies too much on tourism, economist warns », MILEKIC, Sven Balkan Insight, Janvier 2018

Tableau 3 : Principaux résultats liés au facteur « Compétitivité interne » en 2022

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	Rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Consommation Privée par habitant (en PPA \$ constants 2011)	↑	8407.9	21	1310.9	18310.3	Mexique	42646.2	Maroc	1310.9
Pression fiscale	↓	24.7	28	21.2	16.0	Chine	7.7	Tunisie	24.7
Part de marché interne	↓	46.7	15	50.6	59.3	Argentine	84.5	Singapour	-135.8
Revenu national brut par habitant (en PPA \$ courants)	↑	10300	24	7973,5	32836.2	Singapour	90645.7	Pakistan	5301,6
Indicateur de rattrapage	↓	23.3	24	18.1	71.7	Singapour	243.9	Pakistan	12.2

Source : Compilations ITCEQ

Encadré 4: Méthode de comparaison

- Le score de la Tunisie est comparé par rapport à la moyenne de l'échantillon
 - Vert** si les résultats de la Tunisie sont supérieurs à la moyenne de l'échantillon
 - Oranger** si les résultats de la Tunisie sont égaux à la moyenne de l'échantillon
 - Rouge** si les résultats de la Tunisie sont inférieurs à la moyenne de l'échantillon
- Les résultats de la Tunisie sont comparés par rapport aux données de l'année antérieure
 - ↑ si les résultats de la Tunisie se sont améliorés par rapport à la valeur de l'année précédente, l'indicateur en question est marqué par une flèche ascendante.
 - si les résultats de la Tunisie sont les mêmes par rapport à la valeur de l'année précédente, l'indicateur en question est marqué par une flèche horizontale.
 - ↓ si les résultats de la Tunisie se sont détériorés par rapport à la valeur de l'année précédente, l'indicateur en question est marqué par une flèche descendante.

2.2. Secteur bancaire et marché boursier

Les résultats enregistrés par la Tunisie au niveau de ce facteur sont structurellement insuffisants (le score n'est que de 0.19 en 2022 contre un score moyen de l'échantillon de 0.33) pour lui permettre de se hisser au niveau des pays asiatiques leaders en la matière (les trois premières positions sont occupées par la Chine, la Thaïlande et le Singapour), lui procurant, ainsi, le 26^{ème} rang en 2022.

Les prêts non productifs, principale source de fragilité du secteur bancaire tunisien...

Cette position tardive de la Tunisie trouve son explication principalement dans :

- L'importance des prêts non productifs qui peuvent être à l'origine de la fragilité du secteur bancaire et de la dégradation de la qualité de ses actifs et qui ont atteint 13.7% du total des prêts en 2022, attribuant à la Tunisie le 27^{ème} rang. Toutefois, faut-il nuancer que ce taux a enregistré une baisse sensible par rapport à l'année précédente (14.3% en 2021), suite

notamment aux opérations de radiation⁸ pratiquées dans le cadre de l'application des dispositions de la circulaire n°2022-01. Par ailleurs, ce niveau relativement élevé provient de l'accroissement de l'encours des créances impayées dans le secteur de l'industrie et, à moindre degré, de la part encore élevée de ces créances dans le secteur des services bien que connaissant une réduction depuis 2020 et qu'il était le secteur le plus touché par ce type de crédits⁹. Concernant les autres pays retenus, le grand gagnant de cette course à la compétitivité est la Turquie qui a pu décrocher 4 positions et se classer au 11^{ème} rang avec un niveau de 2% uniquement (contre 3% une année auparavant). Cela est principalement dû à un assouplissement continu des règles de classification des prêts¹⁰.

- Le nombre relativement faible de distributeurs automatiques pour 100000 adultes bien qu'il soit en perpétuelle hausse durant la dernière décennie soit 33 GAB en 2022 contre 126 et 100 GAB pour la Croatie et la Thaïlande respectivement classées dans les premières positions, dénotant une faible inclusion financière. Ainsi, la Tunisie se situe au 22^{ème} rang au niveau de cet indicateur.

Et les performances du marché boursier sont nettement inférieures à celles des pays asiatiques

De plus, le marché boursier tunisien se caractérise par un manque de dynamisme perceptible notamment à travers :

- Le volume des transactions de titres qui demeure encore modeste (1.2% du PIB), classant la Tunisie au 19^{ème} rang et ce, malgré l'augmentation des échanges de près de 6%¹¹. Il s'avère largement inférieur à celui de plusieurs concurrents tels que la Chine (181%), la Turquie (99%) et la Thaïlande (96.5%) qui occupent les trois premières positions. Faut-il nuancer que l'augmentation invraisemblable du volume des transactions des titres pour la Turquie et, à moindre degré, l'Argentine qui a bondi de 33 et 0.7 point de pourcentage respectivement en 2022 leur procurant le 2^{ème} et le 18^{ème} rang (contre 5^{ème} et 22^{ème} rang respectivement), n'est qu'un moyen de couverture contre le risque de changes. En effet, la forte dépréciation de leur monnaie domestique

⁸ Selon l'article 14 de la circulaire n°2022-01 du 1^{er} mars 2022 relative à la prévention et résolution des créances non performantes tous les établissements doivent radier de leurs bilans, les créances classées 4 depuis 5 ans et plus qui satisfont aux conditions de radiation fixées par la législation fiscale en vigueur et mettre en place un dispositif efficace de recouvrement et de suivi de ces créances.

⁹ Voir « Rapport annuel de la BCT 2022 »

¹⁰ « PIB turc au ralenti avec une inflation galopante », Atradius, février 2022

¹¹ « Rapport annuel », BVMT 2022

conjuguée à l'opposition du gouvernement à la détention de devises étrangères, et la hausse de l'inflation ont fortement impacté le pouvoir d'achat des ménages et le niveau d'endettement des entreprises qui se sont tournés vers le marché boursier local pour faire des profits et se couvrir contre ce phénomène. Ainsi, en investissant massivement dans les actions, les habitants et les investisseurs locaux ont soutenu la forte hausse de la bourse de leur pays¹².

- Le niveau relativement modéré de la capitalisation boursière ne dépassant pas 16.7% du PIB et procurant à la Tunisie le 16^{ème} rang, synonyme d'une faible contribution du marché boursier dans le financement de l'économie. Ce niveau ne représente que 13% de celui du Singapour, près de 14% de celui de la Thaïlande et 16% de celui de l'Inde, les trois pays qui se situent en tête du peloton.

Encadré 5 : Les marchés financiers asiatiques poursuivent leur rattrapage

Le secteur bancaire était traditionnellement la principale source de financement des investissements en Asie. Néanmoins et au cours des 20 dernières années, les marchés financiers se sont développés avec une nette progression en 2020, ce qui traduit la résilience des pays asiatiques face à la pandémie. Ainsi, la capitalisation boursière des 13 principales places financières d'Asie-Pacifique s'élève à 35 trillions de dollars à la fin de l'année 2020, soit presque l'équivalent du PIB de la région. La Chine populaire représente, à elle seule, plus du tiers de la capitalisation régionale. Si l'on applique le concept de « grande Chine » incluant Hong Kong et Taïwan, on parvient à près de 60 % du total régional. En fait, il y a lieu de noter que le gouvernement chinois a engagé un ensemble de mesures pour ouvrir la Chine aux investissements financiers internationaux. Le yuan digital pourrait, par ailleurs, devenir un nouvel outil d'intégration financière pour la région.

De plus, Singapour occupe une place de choix selon Global Financial Center Index reflétant l'intérêt qu'accorde le gouvernement singapourien pour promouvoir son secteur financier, considéré comme axe stratégique de sa politique de développement. Le pays est bien classé en termes de marché des changes mais l'étroitesse de son marché domestique ne lui permet pas d'avoir une capitalisation boursière à la hauteur des autres grandes places financières. Ainsi et pour relever le défi de la concurrence avec Hong-Kong, les autorités ont misé sur la stabilité politique et économique du pays (pour attirer davantage de capitaux) et sur son cadre réglementaire favorable pour la gestion d'actifs. Le principal enjeu pour l'autorité monétaire de Singapour est de s'adapter aux transformations à venir du paysage de la finance mondiale (Fintech, finance durable) et de parvenir à favoriser l'innovation tout en l'encadrant.

Sources : *Asialyst Economie Analyse "En Asie, la finance est la "nouvelle frontière" de l'intégration régionale" rédigé par DG Trésor / "La place financière de Singapour : évolutions et enjeux" Hubert Testard ; 31 mai 2022*

¹² « Marché : pourquoi malgré une hausse de près de 100%, la bourse argentine n'est pas championne du monde », BFM Bourse, décembre 2022 ; « À quoi s'attendre pour la Bourse turque en 2023 après une année exceptionnelle ? » Distingo BANK, janvier 2023

Tableau 4 : Principaux résultats liés au facteur « Système bancaire et marché boursier » en 2022

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	Rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Masse monétaire M3 (en % du PIB)	↓	76,9	17	126.7	55.5	Chine	216.1	Argentine	31.8
Prêts non productifs (% du total des prêts bruts)	↑	13,7	27	8.7	2.0	Lituanie	0.4	Ukraine	38.1
Nombre de distributeurs automatiques pour 100 000 adultes	↑	32,7	22	29.7	79.5	Croatie	126.4	Pakistan	11.2
Volume des transactions des titres en % du PIB	↓	1,2	19	2.3	98.6	Chine	180.7	Ukraine	0,0
Capitalisation boursière des entreprises cotées (% du PIB)	↓	16,7	16	41.0	36.4	Singapour	132.7	Ukraine	3.4
Entreprises intérieures cotées en bourse par million d'habitants	↑	6,6	14	2.0	5.4	Singapour	75.4	Argentine	0
Ratio de rotation	↑	7,4	20	5.7	271.0	Chine	283	Ukraine	0,8

Source : Compilations ITCEQ

2.3. Stabilité du cadre macroéconomique

En 2022, la Tunisie a amélioré sensiblement son classement au niveau de ce facteur, comme l'atteste la progression de son score passant à 0.52 (contre 0.45 en 2021), lui conférant le 21^{ème} rang (contre 27^{ème} une année auparavant). Il est à noter que certains pays à savoir la Thaïlande (+10 rangs), le Chili (+9 rangs) et le Mexique (+6 rangs) ont connu des avancées significatives alors que d'autres ont fortement reculé, comme c'est le cas de la Lituanie (-7 rangs), l'Égypte (-5 rangs) et le Brésil (-5 rangs) suite, notamment, à la dégradation de leurs équilibres macroéconomiques, à la hausse du taux d'inflation et/ou à la volatilité du taux de change.

Une stabilité compétitive du taux de change effectif réel...

En effet, la Tunisie a remonté au 1^{er} rang en termes de variation du taux de change effectif réel qui a connu une légère dépréciation en relation avec le différentiel d'inflation moyen avec les pays partenaires¹³.

Par ailleurs et en dépit de l'accélération de l'inflation qui a atteint son plus haut niveau durant la dernière décennie (8.3% contre 5.7% en 2021), la Tunisie a pu enregistrer une amélioration considérable de son classement au niveau cet indicateur en occupant le 10^{ème} rang en 2022 (contre 23^{ème} en 2021) et ce, suite à la montée généralisée des tensions inflationnistes partout

¹³ Rapport annuel BCT 2022

dans le monde. Ce phénomène a été décelé, entre autres, au niveau d'autres pays tels que le Mexique, l'Inde, le Brésil et les Philippines. A contrario, la Lettonie, la Bulgarie, la Lituanie et l'Estonie ont marqué une nette dégradation de leur position.

Cette hausse faramineuse du taux d'inflation en Tunisie trouve son explication dans la flambée des cours des produits de base à l'échelle mondiale suite au conflit russo-ukrainienne, d'une part, et à l'aggravation des problèmes au niveau des chaînes d'approvisionnement sur le marché local¹⁴, d'autre part.

... Toutefois, les niveaux des déficits jumeaux et de la dette extérieure restent préoccupants

L'impact positif de la stabilité du taux de change n'a pas été ressenti au niveau du solde courant qui reste toujours déficitaire et enregistre plutôt une aggravation (8.9% du PIB contre 6% en 2021), conférant à la Tunisie le 26^{ème} rang. L'accentuation du déficit courant est en relation avec la hausse de la facture des importations entraînant, en conséquence, l'élargissement du déficit de la balance des biens bien que la balance des services et, à moindre degré, celle des revenus se sont nettement améliorées¹⁵.

Corrélativement, le niveau des avoirs nets en devises est revenu à 3.3 mois d'importation au terme de l'année 2022 (contre 4.1 mois en 2021), conférant à la Tunisie le 20^{ème} rang. Faut-il signaler que cette baisse est générale pour tous les pays de l'échantillon (à l'exception de l'Ukraine) mais à des degrés différents. Ainsi, si la baisse du taux de couverture de Bulgarie (7.5 en mois d'importation contre 8.3 en 2021) n'a pas affecté son classement mais a plutôt permis à l'économie de grimper au 3^{ème} rang (contre 8^{ème} en 2021), le Singapour a perdu 5 positions en occupant le 16^{ème} rang suite à la réduction de ce taux qui descend à 3.8 mois d'importation (contre 6 mois en 2021).

Par ailleurs, la baisse des avoirs nets en devises pour l'Egypte (3.3 mois d'importations en 2022 contre 4.4 mois en 2021) ne suit pas l'amélioration de son déficit courant qui est passé à 2.2% du PIB en 2022 (contre 4.4% en 2021) lui permettant de grimper au 11^{ème} rang en 2022 (contre 25^{ème} en 2021) et ce, en relation avec les recettes records du Canal de Suez et de la reprise du secteur tourisme et des exportations gazières en forte hausse. En effet et malgré ces performances, la situation externe de l'Egypte a été fortement impactée par la guerre russo-

¹⁴ Selon le rapport de la BCT, ces problèmes reviennent principalement au stress hydrique, à la persistance du phénomène de monopolisation et à la contrebande.

¹⁵ Rapport annuel BCT, 2022

ukrainienne qui a renchéri ses produits (l'inflation a atteint 13.9% en 2022 contre 5.2% en 2021) et a fortement déprécié sa monnaie¹⁶

Outre ces résultats, la Tunisie a sous-performé au niveau d'autres indicateurs en relation avec ce facteur à savoir :

- La faiblesse du taux d'épargne nationale brute en dépit de son amélioration en 2022 (8.7% du PIB contre 8.1% en 2021), classant la Tunisie au dernier rang. Faut-il, par ailleurs, signaler que ce taux est largement inférieur à celui de certains pays asiatiques (Chine (45.3%), Singapour (43.2%) et Indonésie (37%)), quelques pays méditerranéens (Turquie (29.4%) et Maroc (28.5%)) ainsi qu'à d'autres PECO (Estonie (29%) et République tchèque (28.1%)) qui se situent à la tête de l'échantillon. Les Philippines a pu, pour son cas, progresser de 5 places et occuper le 14^{ème} rang en 2022 avec un taux d'épargne de 22.5% (contre 20.2% en 2021). En effet et malgré la persistance des contraintes de la crise sanitaire¹⁷, les transferts en provenance des travailleurs étrangers ont progressé de plus de 3% en 2022 et sont restés globalement stables autour de 8% au cours des trois dernières années¹⁸;
- Le niveau élevé du déficit budgétaire soit 7.7% du PIB en 2022 (contre 7.9% en 2021) situant la Tunisie au 25^{ème} rang (contre 26^{ème} en 2021). En effet et malgré une maîtrise relative de ce déficit, celui-ci demeure important suite, notamment, aux retombées du COVID-19, à la flambée des prix mondiaux des produits de base et au ralentissement de l'activité économique, conjugués au retard dans la mise en place de réformes structurelles et aux difficultés à mobiliser les ressources financières extérieures¹⁹.

Il convient de souligner, par ailleurs, qu'après deux ans de la crise sanitaire qui a sensiblement aggravé le déficit budgétaire de la quasi-totalité des pays de l'échantillon et plus particulièrement des PECO, les performances de plusieurs pays se sont redressées, comme c'est le cas pour le Chili qui s'est hissé au 1^{er} rang (contre 24^{ème} en 2021) ainsi que l'Indonésie et la Thaïlande qui ont gagné 8 chacune positions et occupent désormais le 5^{ème} et le 17^{ème} rang respectivement. En revanche, le classement de la Pologne s'est dégringolé et est passé au 16^{ème} rang (contre 3^{ème} en 2021) ainsi que celui du Pakistan (26^{ème} rang contre 19^{ème} en 2021) et du Brésil (15^{ème} rang contre 11^{ème}

¹⁶ « EGYPTE : FICHE PAYS » BPI-France, Direction évaluation, études et prospective, JUIN 2023

¹⁷ Certaines régions des Philippines sont restées confinées jusqu'en avril 2022

¹⁸ « Philippines : ralentissement limité de la croissance pour 2023 », BNP PARIBAS, Etudes économique, Hélène DROUOT, janvier 2023

¹⁹ Rapport annuel 2022 de la BCT

en 2021). La Turquie, quant à elle, s'avère la plus résiliente à la crise du COVID-19 et affiche des performances nettement meilleures que la majorité des pays de l'échantillon avec un niveau moyen du déficit budgétaire de 3.2% du PIB entre 2020-2022²⁰;

- Le poids de la dette extérieure qui, combiné avec celui des déficits jumeaux, continue à réduire l'espace budgétaire du pays et ce, malgré son amélioration conférant, ainsi, à la Tunisie le 23^{ème} rang. Par ailleurs, le classement est dominé par plusieurs pays asiatiques à savoir la Chine, l'Inde et les Philippines occupant les trois premières positions.

**Tableau 5 : Principaux résultats liés au facteur
« Stabilité du cadre macroéconomique » en 2022**

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	Rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Solde courant (en % du PIB)	↓	-8.9	26	-3.6	-5.4	Singapour	19.3	Roumanie	-9.1
Solde budgétaire (en % du PIB)	↑	-7.7	25	-5.5	-3.4	Chili	1.1	Ukraine	-23.9
Couverture en mois d'importation	↓	3.3	20	5.1	3.7	Chine	11.3	Slovénie	0.5
Dette extérieure (en % du PIB)	↑	85.6	23	49.4	50.6	Chine	13.3	Singapour	448.3
Inflation	↓	8.3	10	6.7	72.3	Chine	2.0	Turquie	72.3
Epargne nationale brute (en % du PIB)	↑	8,7	28	28,5	29.4	Chine	45.3	Tunisie	8.7
Evolution du taux de change effectif réel	↑	0.4	1	3.3	6.9	Tunisie	0.4	Argentine	21.7

Source : Compilations ITCEQ

2.4. Compétitivité externe

Existence d'importantes marges de progression...

Le score de la Tunisie au niveau de ce facteur (0.56) lui a permis de se classer parmi les pays à performances moyennes en 2022. Toutefois, elle continue à figurer dans les 10 derniers pays de l'échantillon en occupant le 20^{ème} rang après l'Egypte qui a marqué une large amélioration

²⁰ Selon les « Perspectives économiques de l'OCDE : la Turquie, Volume 2020 Numéro 1 », celle-ci a pu faire revenir le niveau du déficit budgétaire à -3.5% du PIB en 2020 (contre -4.7% en 2019). Ceci revient principalement au nombre limité des secteurs en arrêt d'activité d'autant plus que 40 % de la population n'ont pas été officiellement confinés (sauf pendant les couvre-feux nationaux décrétés les weekends et les jours fériés). En outre, les dispositifs de protection sociale (il s'agit notamment des régimes d'assurance chômage et de chômage partiel ainsi que des aides destinées aux personnes en congé sans solde mises en place pendant la crise) sont de taille modeste et ne sont accessibles qu'aux salariés du secteur formel (soit moins de 60 % de la population active). Par ailleurs et pour soutenir les secteurs industriels nationaux en difficulté, les autorités ont rehaussé les droits de douane sur environ 4800 lignes de produits.

de son classement en 2022 (25^{ème} rang en 2021). Le Singapour a réalisé de bonnes performances passant au 4^{ème} rang (contre 14^{ème} en 2021).

La position relativement modérée de la Tunisie trouve ses origines aux moindres performances enregistrées principalement au niveau :

- Des indicateurs de diversification des exportations par marché et, à moindre degré, par produit pour lesquels la Tunisie se classe 24^{ème} et 18^{ème} respectivement et ce, en dépit d'une légère amélioration de leur niveau. L'Egypte, quant à ses performances en termes de diversification par marché, a pu gagner 11 places et se hisser au 3^{ème} rang. Ce résultat est attribuable à la stabilité de la demande mondiale qui lui est adressée dans divers secteurs, à la préservation des marchés d'exportation principalement de l'UE, à l'ouverture de nouveaux marchés notamment asiatiques dont les exportations ont connu une hausse tangible et, à moindre degré, africains hors pays arabes et ce, dans le cadre de l'accords de libre-échange du continent africain (African Continental Free Trade Area (AFCFTA))²¹ ;
- Du taux de couverture qui reste assez faible (80.4% contre une moyenne de 109% pour les 10 premiers pays de l'échantillon), conférant à la Tunisie le 23^{ème} rang. En fait, il est à souligner que la pandémie du Covid-19 a sensiblement touché le commerce extérieur du pays, déjà fragilisé par des insuffisances structurelles et des programmes et mécanismes d'appui aux exportations qui manquent d'un cadre stratégique cohérent avec la politique industrielle et les objectifs de développement²²;
- De la part de marché sur l'UE dont le rythme de baisse s'est accéléré pour atteindre près de 14% en 2022 (contre 4% en 2021 et 2.6% en 2020), classant la Tunisie au 21^{ème} rang. Cette régression s'explique par le fléchissement de la production nationale du secteur industriel sous l'effet de la pandémie ;
- De l'indicateur de complexité économique²³ pour lequel la Tunisie se situe au 20^{ème} rang. En fait, le niveau de cet indicateur (0.39) reste largement en deçà de ceux des pays leaders en la matière à l'instar de Singapour (1.83), de la République tchèque (1.75) et de la Slovénie (1.59). Par ailleurs, l'examen de l'évolution de cet indicateur durant la

²¹ « L'Egypte travaille à multiplier ses exportations vers l'Afrique », l'organisme générale de l'information, mars 2022 et l'Organisation Générale pour les Exportations et les Importations, Ministère de l'investissement et du commerce extérieur

²² « Pour une meilleure optimisation des programmes d'appui pour le développement des exportations tunisiennes » H. HAMMAMI / D. Prospective / CEPEX

²³ Selon cet indicateur un pays qui abrite une grande diversité de savoir-faire productif, notamment des savoir-faire spécialisés complexes, est capable de produire une grande diversité de produits sophistiqués.

dernière décennie montre que malgré quelques lueurs d'amélioration, celles-ci ne sont pas durables. Cette instabilité témoigne d'une faible capacité de la Tunisie à fabriquer des produits sophistiqués et requiert, ainsi, l'intensification des investissements dans des secteurs de pointe et à forte valeur ajoutée tels que les secteurs de l'aéronautique, l'automobile, la mécanique de précision, la mécanique et certaines filières chimiques et pharmaceutiques²⁴

De tels résultats ne doivent pas occulter les performances de la Tunisie en termes d'exportations manufacturières dont la part dans le total des exportations de biens est de 88.8%, lui conférant le 8^{ème} rang. Ces résultats sont attribuables principalement à l'accroissement substantiel des exportations au niveau de l'industrie chimique (près de 11% des exportations manufacturières en 2021 contre 8.5% en 2020)²⁵.

Tableau 6 : Principaux résultats liés au facteur « Compétitivité externe » en 2022

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	Rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Croissance des parts de marché sur l'UE	↓	-13.8	21	-14.6	-10.4	Egypte	26.5	Chili	-20.2
Diversification des produits	→	7.1	18	7.3	3.0	Croatie	2.5	Chili	19.2
Diversification des marchés	↑	11.8	24	9.3	5.5	Ukraine	3.8	Mexique	58.2
Indice de complexité économique	↓	0.39	20	-0.35	0.61	Singapour	1.83	Pakistan	-0.57
Exportations manufacturières (% des exportations de biens)	↓	88.8	8	83.7	84.5	Chine	96.9	Brésil	44.6
Taux de couverture	↓	80.4	23	79.0	88.9	Singapour	124.1	Pakistan	47.9

Sources : Comext, Chelem, The Atlas of Economic Complexity, Compilations ITCEQ

2.5. Croissance et dynamisme économique

Des lueurs d'amélioration toujours insuffisantes...

Les investigations empiriques effectuées indiquent que la Tunisie se classe 20^{ème} au niveau de ce facteur avec une nette amélioration de son score passant à 0.56 (contre 0.45 en 2021 et 0.27 en 2020) lui permettant de se situer dans le groupe de pays à performances moyennes. La majorité des pays de l'échantillon ont montré des résultats mitigés et leur classement a

²⁴ « Pour un renouveau de la politique industrielle en Tunisie », Souad DHAOUI, ITCEQ janvier 2022

²⁵ Source : Chelem (dernière année renseignée 2021)

enregistré des changements drastiques. A titre indicatif, la Thaïlande a gagné 13 positions pour se situer au 10^{ème} rang alors que le Chili a perdu 12 places pour occuper le 22^{ème} rang.

Les résultats enregistrés par la Tunisie en 2022 reviennent principalement au poids important des services dans le PIB soit 64.5% en 2022 conférant à la Tunisie le 2^{ème} rang après Singapour (près de 71% du PIB) et à la progression de la part des industries dans le PIB passant à 16.1% (contre 15.4% en 2021) procurant à la Tunisie le 16^{ème} rang (contre 18^{ème} en 2021). En effet et en dépit des retombées de la crise russo-ukrainienne sur la Zone Euro et des perturbations affectant les chaînes d'approvisionnement mondiales suite à la crise sanitaire, la valeur ajoutée des industries agroalimentaires et du THC ont connu une hausse remarquable (8.6% et 20.2% en 2022 contre -0.1% et 12.9% en 2021 respectivement)²⁶.

Toutefois, le classement de la Tunisie aurait été meilleur n'eût été les contre-performances accusées au niveau de :

- L'effort d'investissement (16% en 2022) qui reste en deçà de celui de la Chine (42%) et des 10 autres premiers pays²⁷ (27.2% en moyenne), conférant à la Tunisie le 25^{ème} rang. En fait, le climat d'incertitude qui régnait déjà et qui s'est aggravé avec la pandémie et le conflit russo-ukrainien, ainsi que la politique monétaire prudente, ramenant le TMM à son plus haut niveau en 2022 (soit 7.26%), ont impacté négativement l'investissement privé dont la part par rapport au PIB n'a pas dépassé 12% en 2022²⁸. Par ailleurs, le recourt à l'emprunt national pour financer le déficit public a évincé l'emprunt privé, se traduisant, ainsi, par une diminution de la liquidité nécessaire au financement de l'investissement privé.
- La croissance économique qui a ralenti pour atteindre 2.4% (contre 4.3% en 2021) classant la Tunisie au 23^{ème} rang. Ce ralentissement n'est pas spécifique pour la Tunisie, puisque la quasi-totalité des pays de l'échantillon ont accusé une baisse de leur taux de croissance, voire même, une récession comme c'est le cas de l'Estonie (-1.3% contre 8% en 2021), affectant ainsi leur classement. Par ailleurs, même la Turquie, qui a montré une résilience remarquable face à la pandémie au cours de 2020-2021²⁹, a enregistré en 2022 un fléchissement de sa croissance qui s'est ramenée à 5.5%

²⁶ Source : Budget économique, MEP 2024

²⁷ Il s'agit de Turquie, Inde, Indonésie, Hongrie, Maroc, République tchèque, Estonie, Roumanie et Chili

²⁸ Source : MEP

²⁹ Dans son article « Croissance turque : ne pas abuser des bonnes choses », BNP PARIBAS- Etudes économiques, 2021, Stéphane COLLIAC justifie cette résilience par les mécanismes d'adaptation pratiqués par la Turquie et le climat de confiance instauré entre les entreprises et le gouvernement. En fait et en plus du soutien de l'Etat à travers

(contre 11.4% en 2021). Quant à l’Egypte et la plupart des pays asiatiques retenus (à l’exception de la Chine et du Singapour), ils ont connu plutôt une reprise de leur activité. A titre d’exemple, la Malaisie a réalisé un taux de croissance de 8.7% (contre 3.3% en 2021) lui permettant de se hisser à la première position.

**Tableau 7 : Principaux résultats liés au facteur
« Croissance et dynamisme économique » en 2022**

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	Rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Taux de croissance du PIB	↓	2.4	23	1.3	5.5	Malaisie	8.7	Ukraine	-29.1
Part des industries manufacturières (% PIB)	↑	16.1	16.0	15.0	22.1	Chine	27.7	Ukraine	7.6
Part de l'agriculture dans le PIB	↑	10.5	24	10.3	6.5	Singapour	0,0	Pakistan	22.4
Part des services dans le PIB	↑	64.5	2	52.3	51.2	Singapour	70.9	Indonésie	41.8
FBCF (en % du PIB)	↑	16	25	27.1	29.2	Chine	42.0	Ukraine	11.6
Evolution de la PGF	↓	-0.2	12	-1.3	-1.7	Argentine	4.9	Ukraine	-32.6
Coefficient marginal du capital (ICOR)	↓	6.7	20	20.8	4.6	Estonie	-21.9	Maroc	20.8

Source : Compilations ITCEQ

2.6. Intégration et attractivité du pays

Persistance des contraintes entravant l’attractivité des IDE....

Au niveau de ce facteur, la Tunisie se situe au 19^{ème} rang avec un score de 0.25 et figure parmi les pays à faibles performances. Les meilleures positions sont détenues par Singapour et plusieurs PECO dont, notamment, l’Estonie, la Lituanie et la Slovénie qui jouissent d’un cadre réglementaire et d’un climat politique favorables.

Les moindres performances de la Tunisie incombent principalement :

- Au niveau relativement modéré des IDE en pourcentage du PIB et ce, malgré sa relative augmentation (1.5% contre 1.4% en 2021) conférant à la Tunisie le 23^{ème} rang. Cet accroissement s’explique par la hausse des flux des IDE dans le secteur des industries manufacturières et par l’augmentation du capital social de la banque "Qatar National

la hausse des prêts bancaires intervenue à la mi-2020 pour financer les investissements qui se sont accrus de façon substantielle, les entreprises ont été très agiles et se sont adaptées facilement aux mutations nationales et internationales. L’on dénote, ainsi, plus de création d’entreprises que de faillite.

Bank Tunisie"³⁰. Toutefois, ce taux demeure toujours insuffisant au vu du besoin de financement de l'économie et s'avère largement en deçà de celui du Singapour (30.3%), du Chili (6.6%) et de la Croatie (5.1%) occupant les premiers rangs.

Il est à souligner que l'Estonie a réalisé une amélioration sensible de ce taux pour le ramener à 3.2% (contre -2.2% en 2021) et a pu, ainsi, décrocher 17 positions et se classer désormais au 11^{ème} rang. Elle est suivie par l'Egypte (2.8% contre 1.2% en 2021) et la Slovaquie (2.5% contre 0.1% en 2021) qui ont gagné 11 places pour se situer aux 13^{ème} et 16^{ème} rang respectivement.

Encadré 6 : Opportunités d'investissement en Bulgarie

La Bulgarie est relativement bien classée en termes d'investissements étrangers. En fait, ce pays jouit de plusieurs avantages en l'occurrence des taux d'imposition des sociétés les plus faibles de la région (10%), une main d'œuvre qualifiée et à faibles coûts, une forte stabilité politique, un excédent budgétaire en constante évolution depuis 2013 etc. Également, les entreprises étrangères sont traitées de la même manière que les entreprises nationales. Notons, dans ce cadre, que ces investissements ne sont pas soumis à un filtrage de la part du gouvernement et il n'y a pas de limites légales à la propriété ou au contrôle étranger des entreprises. Cependant, selon la loi sur les sociétés offshore, les entreprises à participation étrangère de plus de 10% ne peuvent pas lancer des projets dans certains secteurs spécifiques comme les marchés publics, l'exploitation des ressources naturelles, les services bancaires et d'assurance avec, cependant, certaines exemptions.

Source : Bank of Africa BMCE Group, Mars 2023

- À la faiblesse du score relatif à la « Stabilité politique et absence de violence/terrorisme », lui conférant le 22^{ème} rang et ce, en dépit de sa nette amélioration en 2022 (24.1 contre 19.3 en 2021). La 22^{ème} enquête sur la compétitivité et le climat des affaires élaborée par l'ITCEQ vient confirmer un tel constat puisque 68% des entreprises considèrent le climat politique comme contrainte majeure et est jugé par 50% d'entre eux comme l'une des raisons pour laquelle ils n'ont pas réalisé d'investissement depuis 2020. Par ailleurs, l'on note que les plus grands gagnants de cette course à la compétitivité sont l'Estonie et la Pologne qui ont pu améliorer leur classement de 3 places et se positionnent désormais au 3^{ème} et 8^{ème} rang respectivement ;
- À l'ampleur des restrictions réglementaires aux IDE approchées par l'indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE calculé par l'OCDE. En effet, malgré la baisse de ce dernier depuis 2019 pour se maintenir à 0.174 (contre 0.178 en 2018 et 0.205 en 2016) témoignant du relâchement de ces restrictions, la Tunisie continue à occuper le

³⁰ Rapport annuel de la BCT, 2023

19^{ème} rang. Par ailleurs, il faut souligner la dominance des PECO occupant les premières positions alors que les pays asiatiques (à l'exception du Singapour) restent restrictifs et se situent à la queue de ce classement ;

- À la baisse de l'indice de corruption (40 contre 44 en 2021) conférant à la Tunisie le 16^{ème} rang (contre 14^{ème} en 2021). Ceci corrobore les résultats de la 22^{ème} enquête sur la compétitivité et le climat des affaires qui identifie la corruption comme contrainte majeur au développement de l'activité de 70% des chefs d'entreprises répondants.

Faut-il signaler, par ailleurs, que le Singapour occupe toujours le 1^{er} rang (83) suivi par l'Estonie (74) et le Chili (67), alors que le Mexique (31), l'Égypte (30) et le Pakistan (27) se classent derniers ;

Au vu de ces résultats, faut-il nuancer que la Tunisie a enregistré une amélioration notable du degré d'ouverture qui a atteint son plus haut niveau durant la dernière décennie soit 110.7% du PIB en relation avec le rétablissement de la situation sanitaire dans le monde. Il est à signaler que seul Singapour a pu enregistrer une tendance haussière de ce taux même en période de crise pour atteindre 336.9% en 2022 et maintenir sa position en tête du peloton ;

Encadré 7 : Singapour : champion des accords commerciaux

La stratégie adoptée par Singapour en matière de commerce extérieur a pour objectif de favoriser les exportations tout en minimisant les barrières aux importations. Par ailleurs, le pays a signé plusieurs accords bilatéraux, des accords de la zone asiatique de libre-échange (AFTA dans le contexte de l'ASEAN) et le partenariat transpacifique (TPP). En outre, tous les droits de douane entre Singapour et l'U.E devraient disparaître une fois l'accord de libre-échange U.E-Singapour est ratifié par les deux membres. Finalement et au mi-novembre 2020, Singapour a signé le partenariat économique global régional (RCEP) avec 14 autres pays de l'Indo-Pacifique. Cet accord de libre-échange couvre 30% du commerce mondial. Il comprend l'ASEAN et les partenaires de cet accord de libre-échange (Australie, Chine, Inde, Japon, Nouvelle-Zélande et République de Corée). Le RCEP couvre les biens, les services, l'investissement, la coopération économique et technique. Il crée également de nouvelles règles pour le commerce électronique, la propriété intellectuelle, les marchés publics, la concurrence et les PME.

Source : « Singapour : le profil commercial » Trade solution, BNP Paribas, avril 2023

Tableau 8 : Principaux résultats liés au facteur « Intégration et attractivité du pays » en 2022

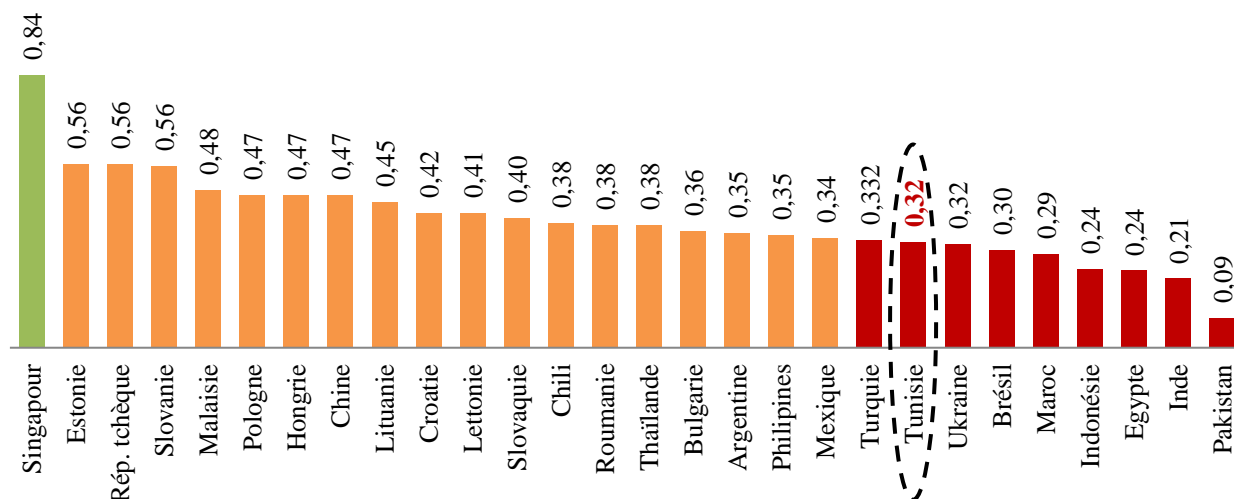
Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	Rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Degré d'ouverture	↑	110.7	14	98.6	80.5	Singapour	336.9	Argentine	32.1
IDE (% PIB)	↑	1.5	23	1.6	1.4	Singapour	30.3	Pakistan	0.4
Indice de corruption	↓	40	16	38	36	Singapour	83	Pakistan	27
Stabilité politique et absence de violence/terrorisme	↑	24.1	22	34.4	13.7	Singapour	97.2	Ukraine	5.7
Indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE	→	0.174	19	0.067	0.059	Slovénie	0,007	Philippines	0,374

Sources: WDI, CNUCED, Transparency international, OCDE, Compilations ITCEQ

3. Compétitivité potentielle

Les investigations empiriques montrent que la Tunisie continue à être classée dans le groupe de pays à faibles performances au niveau de la compétitivité potentielle. En effet son score n'a pas dépassé 0.33 lui conférant la 21^{ème} position (contre 20^{ème} en 2021). Toutefois, elle a pu devancer l'Egypte (25^{ème} rang), le Maroc (26^{ème} rang) ainsi que quelques pays asiatiques à savoir l'Indonésie (24^{ème}), l'Inde (27^{ème}) et le Pakistan (28^{ème}).

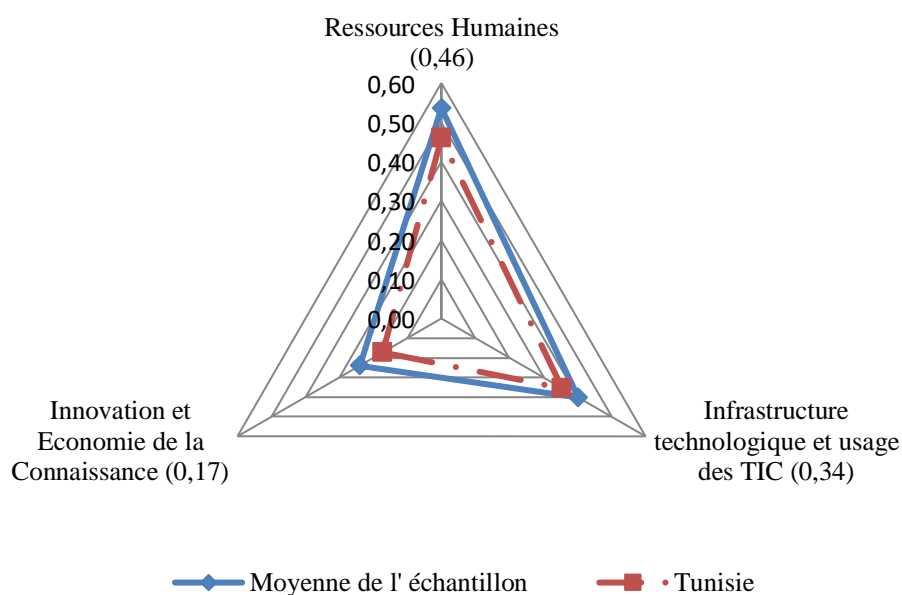
Graphique 5 : Indicateur synthétique de la « Compétitivité potentielle »



Source : Compilations ITCEQ

Par ailleurs, l'on note que le score de la Tunisie pour les trois facteurs afférents à cette notion de compétitivité se situe au-dessous de la moyenne de l'échantillon, avec principalement des insuffisances³¹ au niveau des ressources humaines, suivi par l'innovation et l'économie de la connaissance

Graphique 6 : Score de la Tunisie en termes de compétitivité potentielle

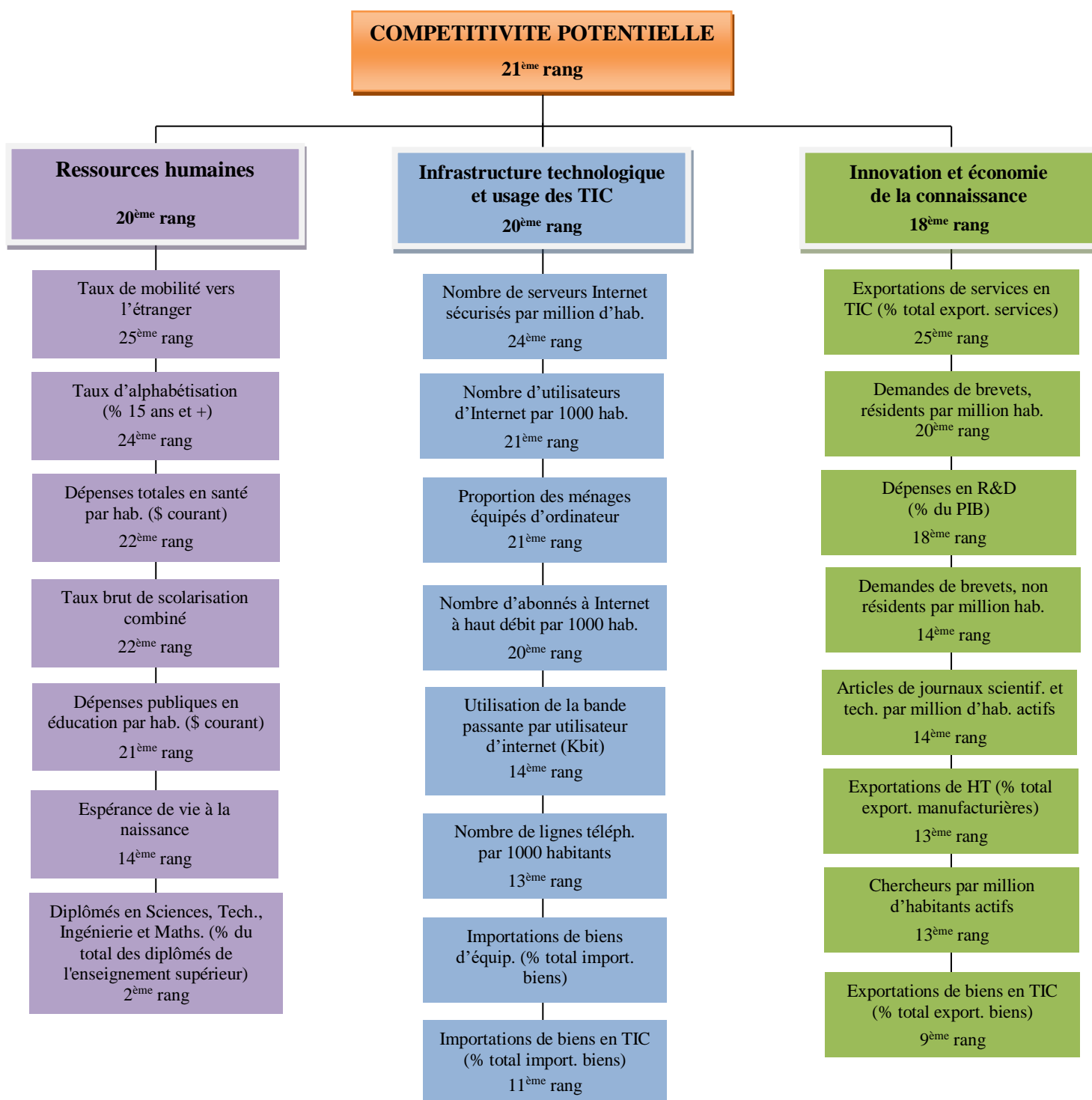


Source : Compilations ITCEQ

L'affinement de l'analyse des résultats par indicateurs sous-jacents aux différents facteurs permet de mieux apprécier les forces et les faiblesses de l'économie tunisienne comparativement à ses concurrents.

³¹ Ces insuffisances sont en relation avec le facteur dont le score représente l'écart le plus élevé par rapport à la moyenne de l'échantillon

Tableau 9 : Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité potentielle » en 2022



3.1. Ressources humaines

Résultats globalement modérés et plusieurs défis sont à relever

Au niveau de ce facteur, la Tunisie se classe parmi les pays à performances moyennes avec une légère baisse de son score en 2022 (0.459 contre 0.464 en 2021). Toutefois, ce score a atteint son plus faible niveau au cours de la dernière décennie. De plus, l'écart par rapport à la moyenne de l'échantillon s'est accentué et la Tunisie se situe, ainsi, parmi les dix derniers pays de l'échantillon (20^{ème} rang en 2022 contre 19^{ème} en 2021). Les premières positions sont attribuées aux PECO après Singapour alors que l'Égypte, l'Inde et le Pakistan se placent en bas du classement.

Ces résultats modérés de la Tunisie reviennent essentiellement :

- Au taux élevé de mobilité vers l'étranger qui a atteint 9.8% (contre 9.3% une année auparavant) procurant à la Tunisie le 25^{ème} rang. Ce taux est nettement supérieur à celui de l'Argentine (0.27%) et de la Turquie (0.63%) occupant les 1^{ères} positions et traduisant leur forte capacité de rétention des étudiants par leur système national d'enseignement supérieur ;
- À la faiblesse du taux d'alphabétisation des adultes (83.6%) qui accorde à la Tunisie le 24^{ème} rang et qui reste en deçà de celui des PECO figurant aux premiers rangs de ce classement avec un taux avoisinant 100%. Ceci est d'autant plus vrai que le taux de scolarisation demeure faible soit 78.4% plaçant la Tunisie au 22^{ème} rang. Ce qui témoigne d'une capacité limitée du pays à accueillir la totalité de la population en âge de scolarisable à l'inverse du Singapour, de la Turquie, de l'Argentine, du Chili et de la Lettonie qui enregistrent un taux supérieur à 100%³² ;
- À l'insuffisance des dépenses de santé et d'éducation par habitant ne dépassant pas 221.7 dollars et 222.6 dollars et classant la Tunisie au 22^{ème} et 21^{ème} rang respectivement. Le Singapour, leader en la matière, a plus que doublé ses dépenses de santé depuis le début de la décennie pour atteindre un niveau de 3537 dollars par habitants en 2022 et a pu relever ses dépenses en éducation à 1979 dollars par habitants soit 9 fois plus élevé que celui de la Tunisie. Les PECO affectent aussi des sources non

³² Ce taux ne signifie pas que ses pays ont atteint la scolarisation universelle de tous les enfants éligibles puisqu'il tient compte des élèves (étudiants) trop âgés ou trop jeunes ainsi que des redoublants. Par conséquent, un taux brut de scolarisation de 100 % constitue une condition nécessaire mais non suffisante pour scolariser tous les enfants éligibles.

négligeables pour financer ces deux domaines témoignant des efforts consentis pour améliorer le bien-être de leur population.

... Néanmoins, le pays se distingue par ses diplômés

Il convient, toutefois, de souligner que la Tunisie dispose d'un certain avantage comparatif en termes de nombre de diplômés en Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques où elle se classe 2^{ème} avec un taux de près de 38% du total des diplômés de l'enseignement supérieur, après la Malaisie (40.2%).

Tableau 10 : Principaux résultats liés au facteur « Ressources humaines » en 2022

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	Rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Dépenses de santé par habitant (en \$ us courants)	→	221.7	22	187.4	456.4	Singapour	3537.0	Pakistan	38.2
Dépenses publiques en éducation par habitant (en \$ us courants)	↓	222.6	21	201.6	279.7	Singapour	1979.1	Pakistan	31.4
Espérance de vie à la naissance	→	75.6	14	74.0	76.0	Singapour	83.4	Pakistan	66.1
Taux d'alphabétisation, adultes (% personnes âgées de 15 ans et plus)	↑	83.6	24	77.3	96.7	Ukraine	100.0	Pakistan	58.0
Taux brut de scolarisation, niveaux combinés	→	78.4	24	86.7	114.9	Singapour	118.1	Pakistan	47.8
Diplômés en Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques (% du total des diplômés de l'enseignement supérieur)	↓	37.9	2	27.2	16.4	Malaisie	40.2	Argentine	15.0
Taux de mobilité vers l'étranger	↓	9.77	25	5.48	0.63	Argentine	0.27	Slovaquie	22.06

Source : Compilations ITCEQ

3.2. Infrastructure technologique et usage des TIC

Des lueurs d'amélioration importantes sont ressenties...

Depuis 2020, la Tunisie a pu rejoindre le groupe de pays à performances moyennes au niveau de ce facteur pour se classer au 20^{ème} rang en 2022 avec un score de 0.35. Les premières positions sont attribuées aux Singapour, Estonie et République tchèque alors que les derniers rangs sont octroyés à l'Egypte, l'Inde et le Pakistan.

Les performances que la Tunisie a enregistrées sont attribuables principalement :

- À l'importance des parts de biens d'équipement ainsi que des biens en TIC dans le total des importations de biens soient 20.5% et 8.4% en 2022³³ respectivement, lui conférant le 11^{ème} rang. Toutefois, il est à préciser que l'année 2022 a été marquée par une décélération du rythme d'acquisition de ces biens (20.6% et 8.7% respectivement une année auparavant) suite notamment à l'atonie de l'investissement et de l'activité économique du pays. Le repli de ces deux indicateurs a été aussi observé pour le reste des pays de l'échantillon, exceptée la Slovaquie dont la part des importations de biens d'équipement dans le total des biens importés s'est accrue à 24.6% en 2022 contre 23.5% l'année qui précède, lui conférant le 4^{ème} rang (contre 9^{ème} en 2020) ;
- Au nombre de lignes téléphoniques qui s'est renforcé pour atteindre 1435 par 1000 habitants (contre 1415 en 2021) conférant à la Tunisie le 13^{ème} rang. Ceci est d'autant plus vrai que plus de 58% des entreprises répondantes à la 22^{ème} enquête jugent que le téléphone n'est pas un obstacle pour le développement de leur activité ;
- À l'amélioration tangible de l'utilisation de la bande passante par internaute pour laquelle la Tunisie enregistre un niveau de 132 Kbits par utilisateur d'Internet (contre 97.2 Kbits en 2021) pour se situer au 14^{ème} rang. Ce raffermissement trouve son explication dans l'élargissement de la bande passante qui a atteint 1750 Gbits/s en 2022 (contre 1110 Gbits/s en 2021). De telles performances pourraient être davantage consolidées moyennant le développement de l'accès filaire à internet haut débit par fibre optique dont le nombre d'abonnements est, certes, en perpétuelle croissance mais ne dépasse pas 3,8 par 1000 habitants³⁴ en 2022 (contre 2.7 en 2021) alors qu'il est de 226.2 par 1000 habitants³⁵ pour la Lituanie. En fait, celle-ci occupe le 3^{ème} rang en 2022 en termes d'utilisation de la bande passante qui s'élève à 765 Kbits par utilisateur après la Bulgarie (777 Kbits) et Singapour (8850 Kbits).

Néanmoins, il existe des faiblesses structurelles qui persistent...

Cependant, ces performances dissimulent des limites liées essentiellement :

- Au nombre structurellement limité de serveurs sécurisés par million d'habitants³⁶ soit 328 conférant à la Tunisie le 24^{ème} rang. Ce niveau est largement en deçà de celui du Singapour (128378) et de plusieurs PECO dont notamment l'Estonie (84357) et la République tchèque

³³ Pour l'indicateur « importations des biens d'équipements en % du total des importations de biens », l'on retient la valeur de 2021 dernière année renseignée dans la base chelem et ce, en raison de l'importance de cet indicateur

³⁴ Instance Nationale des Télécommunications

³⁵ Portail haut débit de l'OCDE

³⁶ La dernière valeur renseignée de cet indicateur est l'année 2020

(67602). Il est à noter que la Tunisie a été toujours consciente de l'opportunité d'augmenter le nombre de ces serveurs de par son impact direct sur le développement du commerce électronique. Néanmoins, les efforts déployés en la matière restent insuffisants comparativement à certains concurrents tels que l'Indonésie, la Chine et le Maroc jouissant d'un niveau plus élevé de cet indicateur en 2020 alors qu'il était nettement plus faible que celui de la Tunisie en 2010. Une telle situation rend nécessaire l'accélération des réformes technologiques surtout avec les retombées de la pandémie qui a fait de la digitalisation un impératif incontournable ;

- À la faiblesse du nombre d'utilisateurs Internet (790 par 1000 habitants en 2022) ainsi que de celui d'abonnés à Internet à haut débit (995 abonnés par 1000 habitants) octroyant à la Tunisie le 21^{ème} et le 20^{ème} rang respectivement. Par ailleurs, les résultats de la 22^{ème} enquête montrent que la contrainte Internet se resserre davantage par rapport à 2020 et est perçu par 43% des chefs d'entreprises comme un obstacle majeur à leur activité (contre 42% en 2020). Il est à souligner que si le Chili a grimpé à la 5^{ème} position en termes d'abonnés haut débit (contre 10^{ème} en 2021), l'Indonésie a perdu 7 places et se classe désormais au 22^{ème} rang.
- À la faible proportion des ménages équipés d'ordinateur qui ne dépasse pas 52.1%, conférant à la Tunisie le 21^{ème} rang. Selon l'INSEE³⁷, cette faiblesse peut être en relation avec le niveau de vie des ménages. Il est à noter que la Malaisie a marqué un accroissement considérable de cette proportion en 2022 (91.3% contre 88.3% en 2021) et se trouve classée 1^{ère} suivie par Singapour (90%) et l'Estonie (86.9%). Les dernières positions sont attribuées à l'Indonésie (18%), au Pakistan (11.7%) et à l'Inde (10.7%).

³⁷ « Ordinateur et accès à Internet : les inégalités d'équipement persistent selon le niveau de vie » François Gleizes, Stéphane Legleye, Anne Pla, Insee février 2021

**Tableau 11 : Principaux résultats liés au facteur
« Infrastructure technologique et usage des TIC » en 2022**

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	Rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Nombre de lignes téléphoniques par 1000 habitants	↑	1435	13	1437	1191	Singapour	1879	Pakistan	829
Nombre d'utilisateurs d'internet par 1000 habitants	→	790	21	881	834	Singapour	920	Pakistan	250
Nombre d'abonnés à Internet à haut débit par 1000 habitants	↑	995	20	881	1063	Estonie	2162	Pakistan	413
Utilisation de la bande passante par utilisateur internet (kbit)	↑	132	14	135	147	Singapour	5246,2	Pologne	21,6
Importations de biens d'équipements (% importations totales de biens)	→	20,5	11	17.3	18	Rép.tchèque	33,1	Chine	16,3
Nombre de serveurs Internet sécurisés par million d'habitants	→	328	24	439.4	6759.7	Singapour	128378	Egypte	44
Proportion des ménages équipés d'ordinateur	→	52,1	21	68.4	52.7	Malaisie	89,1	Inde	10,7
Importations de biens en TIC (% du total des importations de biens)	↓	8.4	11	4.3	3.7	Singapour	37,3	Egypte	5,2

Source : Compilations ITCEQ

3.3. Innovation et économie de la connaissance

Une perte de vitesse en matière d'innovation

Les résultats dégagés au niveau de ce facteur montrent une légère amélioration du score de la Tunisie en 2022 (0.173 contre 0.167 en 2021) lui procurant le 18^{ème} rang (contre 19^{ème} en 2021) pour figurer dans le groupe de pays à faibles performances. Parallèlement, le classement de la majorité des pays de l'échantillon n'a pas varié laissant déduire l'effet insignifiant de la pandémie sur l'innovation. Bien au contraire, l'investissement dans le domaine de la R&D s'est intensifié dans plusieurs régions du monde pour faire face aux dégâts économiques et humains de cette crise sanitaire.

Par ailleurs, l'examen des différents indicateurs afférents à ce facteur montrent que le classement modeste de la Tunisie revient essentiellement :

- À la faiblesse de la part des exportations des services en TIC dans le total des exportations de services en 2022 (5% contre 4.5% en 2021) lui procurant le 25^{ème} rang. En fait, cette proportion est largement inférieure à celle de l'Inde (46,8%), de l'Ukraine (45.3%) et du Pakistan (35.4%) classés aux premiers rangs. Particulièrement, le Brésil a accéléré

considérablement ses exportations de services en TIC en passant à 11.6% en 2022 (contre 10.5% en 2021) lui permettant de décrocher 4 positions et occuper le 14^{ème} rang ;

- Au nombre limité de demandes de brevets déposés par des résidents (16 brevets par million d'habitants) procurant à la Tunisie le 20^{ème} rang. Ce nombre est largement en deçà de celui de certains concurrents asiatiques et PECO en l'occurrence la Chine (1010), Singapour (371) et la Slovénie (105) qui occupent les 3 premières positions. Une telle faiblesse pourrait s'expliquer par le fait que l'investissement public tunisien en R&D n'est pas clairement aligné avec les priorités de la stratégie industrielle du pays qui repose sur des créneaux industriels porteurs de haute valeur ajoutée et orientés vers des marchés dynamiques à l'échelle mondiale.
- Au niveau relativement modéré des dépenses en recherche et développement (0.75% du PIB) qui ne représente que le 1/3 des pays leaders en la matière tels que la Chine (2.43%) et le Singapour (2.16%), bien qu'il soit largement supérieur à celui de plusieurs concurrents en l'occurrence le Pakistan (0.20%) et le Mexique (0.27%). En fait, la faible contribution du secteur privé, conjuguée au manque de coordination et de synergie entre les différents acteurs du système national d'innovation, pourrait être à l'origine de la faiblesse de cet indicateur. Il convient de souligner, par ailleurs, que certains pays ont marqué un élan en 2022 au niveau de cet indicateur bien que leur classement reste invariant, à l'instar de la Hongrie (1.64% contre 1.59% une année auparavant) et de la Pologne (1.44% contre 1.39% en 2020). D'autres pays ont aussi enregistré des avancées significatives durant les deux dernières années dont plus particulièrement la Lituanie qui a augmenté ses dépenses en R&D passant à 1.11% du PIB en 2021.

Encadré 8 : Développement de la technologie et de l'innovation en Lituanie

La Lituanie a engagé une multitude de réformes en vue de développer le système d'innovation dans le pays. A ce titre, la loi de 2018 a défini les domaines de la technologie et de l'innovation et a mis en place les principes et mécanismes de financement de ces activités. De plus, un Conseil de la science, de la technologie et de l'innovation, rassemblant de nombreux représentants des acteurs concernés, a été instauré en 2019. D'autres réformes favorisant le transfert de connaissances ont été, également, engagées en vue de renforcer la collaboration entre les chercheurs et les entreprises sur des projets d'innovation. Les mesures mises en œuvre sont les chèques-innovation, le financement des études de faisabilité technique aux premiers stades des projets de R-D, le soutien aux PME pour le recrutement de chercheurs et la création de parcs scientifiques et technologiques en faveur des jeunes entreprises innovantes rattachées à une université. En outre, une nouvelle formule de financement des universités et instituts de recherche a été mise en place. Elle tient compte de la collaboration entre chercheurs et entreprises ainsi que des activités menées dans le cadre de programmes internationaux de R&D.

Source : Etudes économiques de l'OCDE : Lituanie 2020-OCDE 2020

De tels résultats laissent entrevoir l'existence de marges de progression importantes en matière d'innovation surtout que la Tunisie jouit de certains avantages notamment en termes d'exportations de biens en TIC (10.6% du total des exportations de biens en 2022 et se classe 9^{ème}),- d'exportations de haute technologie (près de 12% total des exportations manufacturières en 2022 et occupe le 13^{ème} rang) et de nombre de chercheurs (près de 5 chercheurs par millier d'habitants actifs) et se situe au 13^{ème} rang).

**Tableau 12 : Principaux résultats liés au facteur
« Innovation et économie de la connaissance » en 2022**

Indicateurs	Tunisie			Maroc	Turquie	Premier		Dernier	
	Evolution	Valeur	Rang			Pays	Valeur	Pays	Valeur
Dépenses en recherche et développement (% du PIB)	→	0,75	18	0,80	1,40	Chine	2.43	Pakistan	0.16
Chercheurs par millier d'habitants actifs	↓	5	13	3,73	5,09	Singapour	12	Philippines	1
Articles de journaux scientifiques et techniques par million d'hab. actifs	↑	2381	14	1047	2080	Singapour	7941	Philippines	167
Demandes de brevet, résidents par million d'habitants	→	16	20	7	98	Chine	1010	Pakistan	2
Demandes de brevet, non-résidents par million d'habitants	→	23	14	69	3	Singapour	2304	Bulgarie et Lettonie	1
Exportations de biens en TIC (% du total des exportations de biens)	↑	10,6	9	4,17	1,46	Philippines	54.2	Argentine	0.04
Exportations de services en TIC (% du total des exportations de services)	↑	5	25	9,54	2,88	Inde	46.8	Thaïlande	1.01
Exportations de haute technologie (% du total des exportations de biens)	↓	11.8	13	6,3	3,6	Philippines	58,3	Chili	2.0

Sources: UNESCO, OCDE, WDI, MES, Trademap, Chelem Compilations ITCEQ,

II- La compétitivité externe de l'économie tunisienne

La compétitivité de l'économie tunisienne sur les marchés extérieurs a subi des pressions au cours de la dernière décennie. Elle est confrontée à des problèmes structurels qui se sont intensifiés après la révolution. Le covid 19 en 2020 ainsi que la guerre entre la Russie et l'Ukraine depuis 2021 ont accru la gravité des problèmes et ont rendu plus difficile la possibilité de résorber le déficit commercial, d'un côté, et d'améliorer les parts de marché externes, de l'autre.

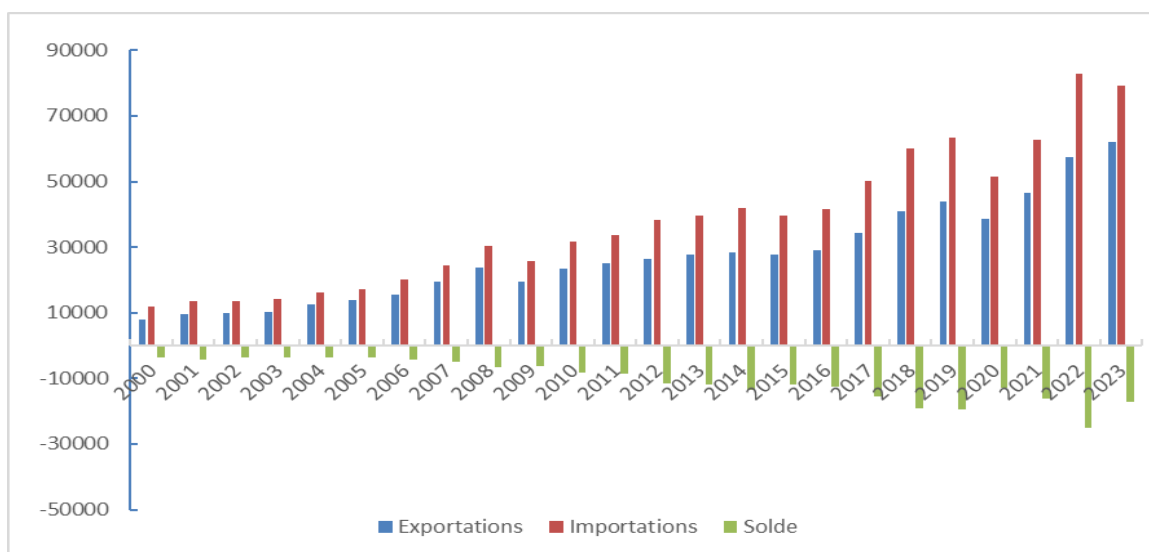
Dans ce cadre, la présente partie tentera d'apprécier, dans un premier temps, l'évolution du déficit commercial de biens. Par la suite, l'analyse sera consacrée à la compétitivité externe particulièrement en matière de parts de marché, de diversification des exportations et de leur positionnement sur des produits de haute technologie et sur des marchés dynamiques.

1. Le déficit commercial : bilan et facteurs explicatifs

Le déficit commercial qui n'a cessé de s'aggraver atteignant un niveau inquiétant en 2022 s'est résorbé en 2023...

Le déficit commercial s'avère structurel dans la mesure où il s'est creusé depuis 2006 et s'est aggravé considérablement depuis 2011 pour atteindre un niveau sans précédent en 2022, soit 25231.4MD (17.4% du PIB), contre 8297.8MD en 2010 (13.2% du PIB). Toutefois, ce déficit s'est nettement atténué en 2023 pour atteindre 17069MD (10.8% du PIB).

Graphique 7 : Evolution des échanges extérieurs de biens (en MD)



Source : INS

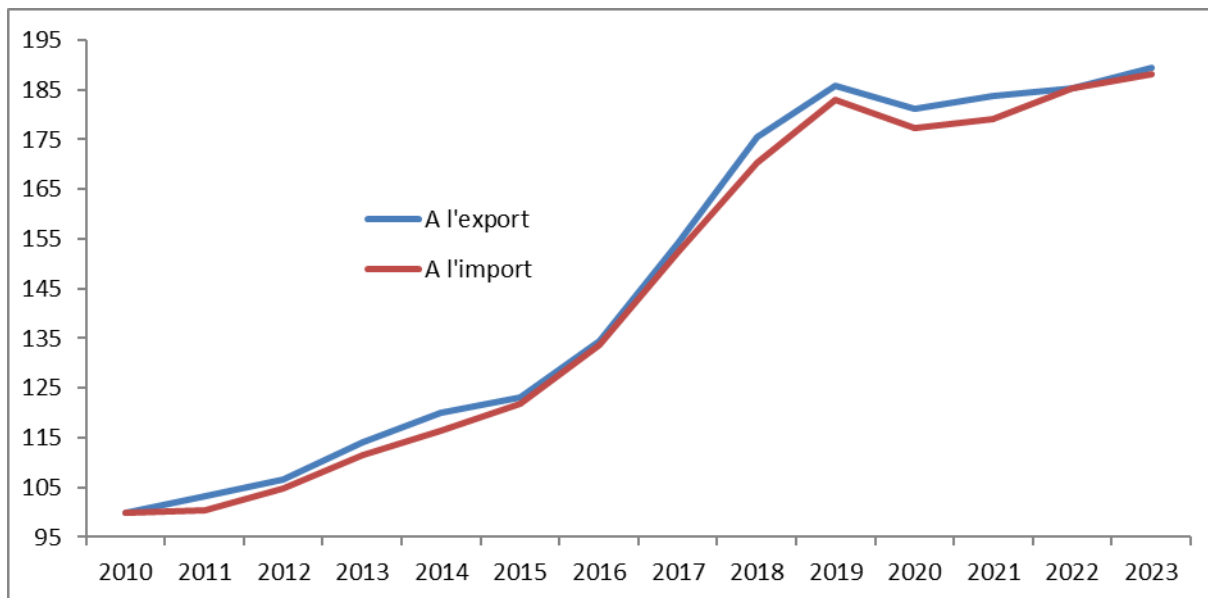
Il est à souligner que l'aggravation structurelle du déficit, amplifiée par la situation économique du pays devenant plus vulnérable suite notamment à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, trouve son explication, entre autres, dans la dépréciation du dinar et la détérioration des soldes commerciaux aussi bien au niveau sectoriel que géographique.

1.1. Le déficit commercial et la dépréciation du dinar

La dépréciation du dinar a généré un manque à gagner de 12 milliards de dinar sur la période 2011-2023

Depuis 2011, le taux de change effectif nominal du dinar, vis-à-vis des deux principales monnaies de règlement des échanges (à savoir le dollar et l'euro) a connu une dépréciation qui a atteint plus de 88% en 2023 par rapport à 2010 aussi bien à l'export qu'à l'import.

Graphique 8 : Evolution du taux de change effectif nominal (indice base 100= 2010)



Compilations ITCEQ, sources : INS, BCT

Cette importante dépréciation, bien qu'elle soit atténuée depuis 2020, a affecté négativement la balance commerciale du fait que l'effet change a été plus important pour les importations (33 milliards de dinar) que pour les exportations (21 milliards de dinar), engendrant une aggravation du déficit de 12 milliards de dinar en équivalent devises sur la période 2011-2023.

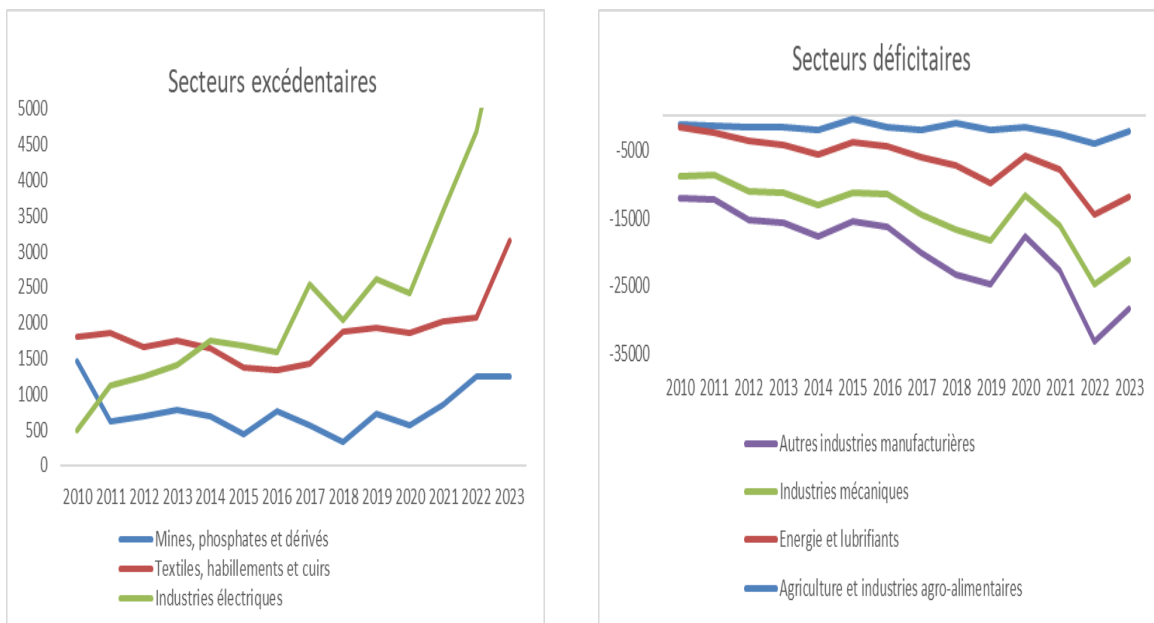
1.2. Le déficit commercial et l'effet sectoriel

L'effet sectoriel a contribué, dans une large mesure, à l'aggravation du déficit commercial dans la mesure où certains secteurs ont connu une détérioration de leur déficit et d'autres ont enregistré une dégradation de leur excédent.

Le développement des exportations et la rationalisation des importations s'imposent...

Le solde commercial global n'est qu'une résultante des différents soldes sectoriels qui peuvent être excédentaires ou déficitaires. Ainsi sur les 7 secteurs traités, 3 ont structurellement des soldes excédentaires. Il s'agit des « textiles, habillements et cuirs (THC) », des « industries électriques » et des « mines, phosphates et dérivés ». Pour les 4 autres secteurs en l'occurrence « l'agriculture et IAA », « l'énergie et lubrifiants », « les industries mécaniques » et « les autres industries manufacturières », leurs échanges se sont soldés par des déficits comme l'illustrent les graphiques ci-après.

Graphique 9 : Evolution du solde commercial par secteur (en MD)



Source : INS

Il est à souligner que l'aggravation du déficit, estimée au rythme de 8.6% en moyenne par an durant la période 2011-2023, est attribuable principalement à celle de l'énergie dont la contribution a atteint environ 6 points de pourcentage. Le déficit de ce secteur s'est aggravé considérablement passant de 1150 MD en 2011 à 9666 MD en 2023. De même, mais à un degré moindre, les autres industries manufacturières ont contribué à la détérioration du déficit à cause notamment de la hausse des importations des industries diverses ainsi que des produits chimiques autres que le phosphate et dérivés.

Le secteur des industries mécaniques et le secteur de l'agriculture et des industries agro-alimentaires ont, aussi, pris une part non négligeable dans l'aggravation du déficit global. Il est à noter, pour le dernier secteur, que ce sont plus précisément les produits agricoles qui en sont la cause puisque les industries agroalimentaires dégagent généralement un excédent, mais qui demeure instable en liaison surtout avec les exportations de l'huile d'olive.

Pour les secteurs excédentaires, il importe de remarquer que ce sont surtout les industries électriques et, à moindre degré, les textiles, habillements et cuirs qui ont contribué à l'atténuation du déficit commercial. En revanche, le secteur des « mines, phosphates et dérivés », n'a pas pu contribuer à l'atténuation du déficit global en moyenne sur la période 2011-2023 et ce, en dépit de l'amélioration de son excédent au cours des dernières années.

Tableau 13 : Contribution sectorielle à la croissance* du déficit commercial de biens (en %)

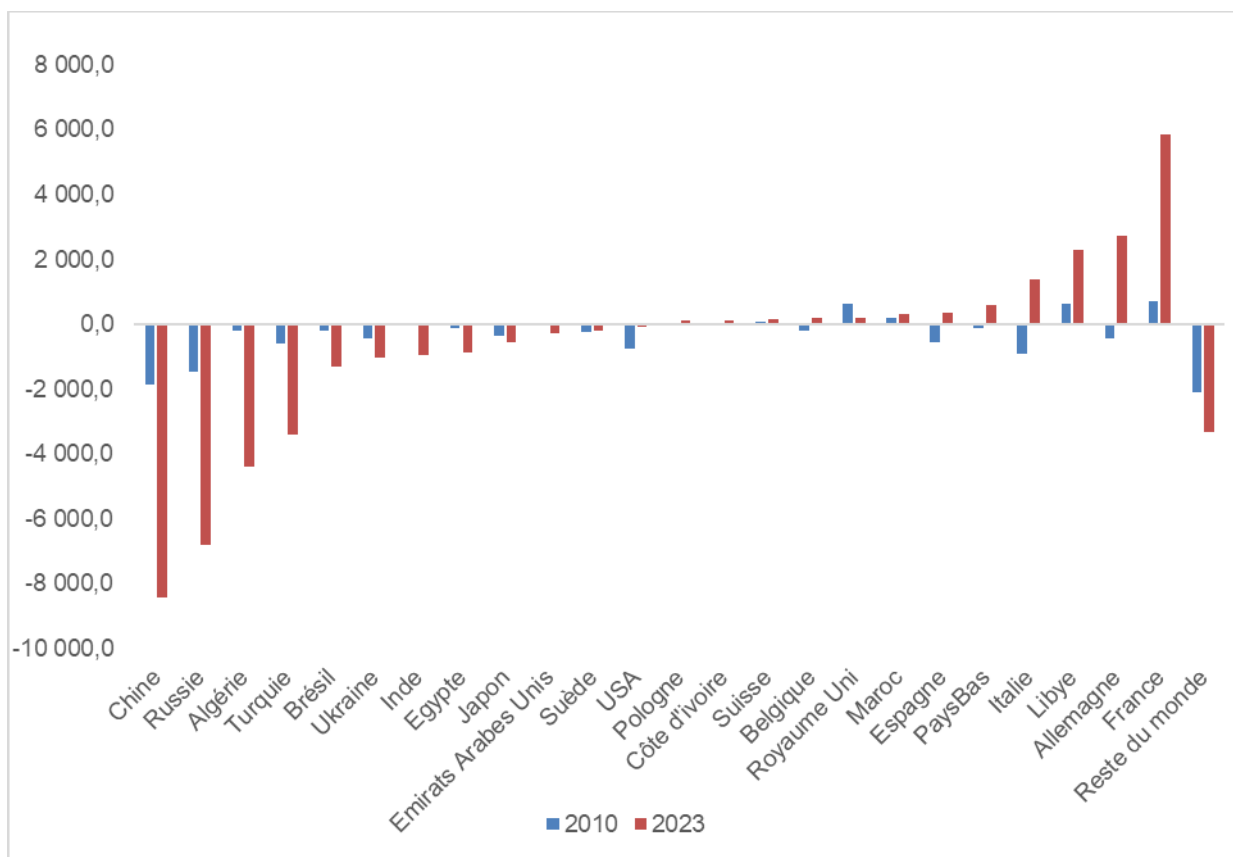
	2011	2022	2023	2011-2023
Agriculture et industries agro-alimentaires	1,3	8,0	-6,9	1,2
Energie et lubrifiants	8,0	33,0	-3,6	5,8
Mines, phosphates et dérivés	10,0	-2,5	0,0	0,4
Textiles, habillements et cuirs	-0,7	-0,4	-4,3	-0,4
Industries mécaniques et électriques	-19,3	5,4	-13,1	-1,2
Industries mécaniques	-11,7	12,3	-4,6	2,0
Industries électriques	-7,5	-6,9	-8,5	-3,3
Autres industries manufacturières	4,3	12,1	-4,6	2,9
Déficit commercial de biens	3,7	55,6	-32,4	8,6

**Si la croissance est positive, on parle d'une aggravation alors que si elle est négative, on parle d'une atténuation*
Compilations ITCEQ, source : INS

1.3. Le déficit commercial et l'effet géographique

Les échanges commerciaux de la Tunisie par pays enregistrent traditionnellement des excédents avec certains pays comme la France, la Libye et l'Allemagne et se soldent par des déficits avec d'autres pays dont on cite la Chine, la Russie, la Turquie et l'Algérie. Il est à souligner que les déficits de la Tunisie avec ces derniers pays n'ont cessé de s'aggraver sur la période 2011-2023 et ce, notamment avec l'Algérie.

Graphique 10 : Evolution du solde commercial par pays



Source : INS

Ce sont les déficits avec les pays susmentionnés qui ont principalement causé l'aggravation du déficit global avec une contribution remarquable de celui de la Chine.

Néanmoins, tous les excédents dégagés avec les autres pays ont participé à l'atténuation du déficit global avec des contributions importantes notamment pour la France et l'Allemagne.

Tableau 14 : Contribution géographique à la croissance* du déficit commercial de biens (en %)

	2011	2022	2023	2011-2023
Chine	1,6	13,6	-0,5	3,8
Algérie	0,4	14,5	1,9	2,2
Russie	5,4	8,6	15,6	1,9
Turquie	4,4	8,0	-2,2	1,8
Inde	4,2	0,0	0,9	0,6
Brésil	3,3	1,0	1,6	0,6
Egypte	0,2	1,4	0,2	0,5
Ukraine	0,4	-4,4	1,2	0,4
Royaume Uni	4,7	-4,0	2,1	0,3
Emirats Arabes Unis	0,6	3,4	-1,9	0,3
Japon	-1,2	0,6	0,2	0,1
Espagne	-0,5	0,8	-4,9	0,0
Suède	0,6	0,5	0,1	0,0
Maroc	-0,2	-0,8	0,6	-0,1
USA	1,3	3,1	-3,8	-0,1
Côte d'Ivoire	-0,2	0,1	0,3	-0,1
Pologne	-0,6	-0,2	-0,2	-0,1
Suisse	1,6	0,9	-1,6	-0,2
Belgique	-1,0	-1,2	-0,4	-0,2
Italie	-12,3	15,4	-15,0	-0,4
Pays-Bas	-4,0	-0,5	-0,1	-0,6
Libye	-5,2	-1,9	-1,6	-0,9
Allemagne	-2,7	-5,8	0,2	-1,6
France	-9,6	-1,1	-6,7	-2,6
Reste du monde	12,6	3,4	-18,2	3,0
Monde	3,7	55,6	-32,4	8,6

**Si la croissance est positive, on parle d'une aggravation alors que si elle est négative, on parle d'une atténuation*

Source : INS ; compilations ITCEQ

De plus amples investigations ont été effectuées sur la structure des importations de la Tunisie en provenance de la Chine, de l'Algérie, de la Russie et de la Turquie selon le processus de production et ce, pour voir si la Tunisie est en train d'importer des produits intermédiaires ou de consommation finale ?

Les résultats menés, dans ce cadre ont montré que ce sont surtout les biens d'équipement et les biens intermédiaires qui occupent les parts les plus importantes des importations de la Tunisie en provenance de la Chine et de la Turquie. Toutefois, la part des produits de consommation demeure relativement importante dans les importations totales de biens de la Tunisie en provenance de la Chine (15.7%) et de la Turquie (17.8%).

Concernant les importations de la Tunisie en provenance de l'Algérie et de la Russie, elles concernent principalement les produits primaires pour le premier pays et les produits mixtes et les produits de fabrication de base pour le deuxième.

Tableau 15 : Structure des importations tunisiennes en provenance des pays accusant d'importants déficits selon le processus de production

	Produits primaires	Produits de fabrication de base	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Produits mixtes	Produits de consommation	Total
Chine	1,7	9,7	26,4	38,4	8,0	15,7	100,0
Algérie	92,1	1,8	1,0	0,1	4,2	0,8	100,0
Russie	20,0	34,4	4,8	0,4	39,8	0,6	100,0
Turquie	7,2	16,4	36,7	11,8	10,1	17,8	100,0

Source : chelem ; compilations ITCEQ

En somme et afin de pouvoir redresser la balance commerciale, il importe de mieux rationaliser les importations en provenance de certains pays et de booster davantage les exportations de certains secteurs à l'instar du THC et des industries électriques et ce, par une montée dans les chaînes de valeur mondiales. De même au niveau du secteur de la chimie, il serait judicieux de miser sur l'industrie pharmaceutique qui constitue un atout pour notre économie et pourrait renforcer nos exportations. A cet égard, la mobilisation nationale pour la mise en œuvre des pactes déjà signés pour ces secteurs s'impose, aussi bien de la part de l'Etat que du secteur privé pour pouvoir booster la croissance des exportations et la maîtrise des importations.

Par ailleurs et eu égard au rôle que peut jouer la compétitivité externe dans l'atténuation du déficit commercial, il importe d'apprécier dans ce qui suit les performances exportatrices en matière de parts de marché, d'adaptation à la demande, de diversification et de contenu technologique.

2. Compétitivité externe : performances à l'export

La part de marché à l'export constitue un indicateur pertinent pour l'appréciation de la compétitivité externe. Dans ce cadre, la Tunisie a connu une baisse de sa part de marché sur le monde passant de 0.11% en 2010 à 0.09% en 2021. Il est à souligner que cette part de marché s'avère la plus faible comparativement à celle des concurrents.

Tableau 16 : Evolution de la part de marché externe de la Tunisie et de ses concurrents (en %)

	2011	2013	2015	2017	2019	2021
Chine	11,57	12,55	14,93	14,00	14,36	15,85
Corée du sud	3,24	3,18	3,39	3,49	3,07	3,11
Mexique	2,00	2,11	2,44	2,47	2,62	2,22
Inde	1,71	1,84	1,75	1,77	1,83	1,91
Singapour	1,72	1,72	1,73	2,07	1,65	1,70
Brésil	1,49	1,33	1,24	1,30	1,26	1,37
Thaïlande	1,38	1,30	1,42	1,46	1,37	1,35
Indonésie	1,28	1,11	1,08	1,09	1,03	1,17
Turquie	0,80	0,94	1,00	0,99	1,05	1,11
République Tchèque	0,92	0,90	0,99	1,05	1,09	1,07
Hongrie	0,61	0,59	0,64	0,66	0,67	0,65
Roumanie	0,37	0,37	0,40	0,42	0,44	0,43
Egypte	0,23	0,20	0,18	0,19	0,20	0,21
Bulgarie	0,16	0,17	0,17	0,19	0,19	0,20
Maroc	0,14	0,15	0,18	0,18	0,19	0,20
Tunisie	0,11	0,11	0,10	0,09	0,09	0,09
Monde	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Compilations ITCEQ, source : chelem

Par ailleurs et pour mieux comprendre cette perte de part de marché, on s'intéresse, dans ce qui suit, à l'analyse de la décomposition de la croissance de la part de marché de la Tunisie.

2.1. Décomposition de la croissance de la part de marché externe

La décomposition³⁸ de la croissance de la part de marché externe de la Tunisie se base sur l'analyse de la croissance des exportations à part de marché constante. Elle consiste à décomposer l'écart entre la croissance des exportations tunisiennes et celle des importations mondiales en trois effets à savoir l'effet structure par produit, l'effet structure géographique et l'effet compétitivité.

La part de marché externe de la Tunisie enregistrée sur la période 2011-2021 a connu une baisse de l'ordre de 2.8%. Cette perte est principalement attribuable à l'effet compétitivité qui s'avère

³⁸ Voir encadré méthodologique

très défavorable (-2.06%). Les effets structurels sont, à un degré moindre, à l'origine de cette perte et ce, notamment au niveau géographique.

Tableau 17 : Décomposition de la croissance de la part de marché de la Tunisie sur le monde (en %)

	Croissance des exportations de la Tunisie	Croissance des importations mondiales	Ecart (Croissance de la part de marché)	Effet structure par produit*	Effet structure géographique**	Effet Compétitivité
2011	9,5	19,2	-9,7	0,1	-1,6	-8,2
2012	-3,2	0,2	-3,4	-0,6	-3,7	1,0
2013	3,0	1,9	1,1	1,1	0,0	0,0
2014	-2,1	0,8	-2,9	1,5	0,7	-5,2
2015	-16,9	-12,9	-4,0	2,5	-3,5	-3,0
2016	-2,7	-2,3	-0,4	-0,3	0,6	-0,8
2017	6,6	11,8	-5,1	-2,7	-1,0	-1,4
2018	8,3	8,3	0,0	-0,7	1,0	-0,3
2019	-5,1	-3,0	-2,1	0,9	0,0	-3,0
2020	-7,1	-7,2	0,1	1,0	0,0	-1,0
2021	20,8	25,1	-4,3	-3,2	-0,2	-0,8
2011-2021	1,01	3,81	-2,80	-0,05	-0,70	-2,06

* il s'agit des 72 produits de la nomenclature de chelem

**Il s'agit de l'Amérique du Nord, de l'UE, de l'Afrique du Nord, de l'Afrique Subsaharienne, du Proche et Moyen Orient et de l'Asie Océanie

Compilations ITCEQ, source : chelem

Encadré 9 : Décomposition de la croissance de la part de marché externe

En se basant sur l'hypothèse qu'un pays conserve sa part de marché externe, l'écart entre la croissance des exportations de ce pays et celle des importations mondiales (approché par la croissance de la part de marché externe du même pays) peut être décomposé en trois effets à savoir :

$$- \text{L'effet structure par produit} = \sum_i (g_i - g) \frac{X_i}{X}$$

$$- \text{L'effet structure géographique} = \sum_i \sum_j (g_{ij} - g_i) \frac{X_{ij}}{X}$$

- L'effet compétitivité = effet résiduel (la croissance de la part de marché moins les deux effets structurels)

Où

g : croissance des importations mondiales de biens,

g_i : croissance des importations mondiales du produit i ,

g_{ij} : croissance des importations du marché j pour le produit i ,

X : exportations totales de biens du pays étudié,

X_i : exportations du pays étudié pour le produit i ,

X_{ij} : exportations du pays étudié pour le produit i orientées vers le marché j .

En outre, une appréciation plus affinée des différents effets qui ont affecté la croissance de la part de marché s'avère d'une importance cruciale.

2.1.1. Effet structure par produit

L'examen des exportations désagrégées en 72 produits en tenant compte de leur croissance du côté de la demande mondiale et de leur poids dans les exportations tunisiennes permet d'identifier les biens qui ont contribué à l'amélioration ou à l'affaiblissement de la part de marché.

Il ressort de ces investigations que, sur les 72 produits faisant l'objet d'exportation, au cours de la période 2011-2021, 52 ont vu leurs importations mondiales évoluer plus rapidement que la moyenne (ensemble de biens) permettant de la sorte de contribuer favorablement à la croissance de la part de marché.

Toutefois, cette contribution positive n'a pas pu compenser la contribution négative du reste des produits (20). Un tel résultat s'explique par le manque d'adaptation des exportations tunisiennes à la demande mondiale suite notamment à leur concentration sur un nombre réduit de produits. En effet, environ la moitié des exportations sont prédominées par 10 produits dont on cite principalement les fournitures électriques (17.9%), les vêtements de bonneterie (6.2%), le pétrole brut (5.9%), le cuir et les chaussures (4.6%) et les corps gras (notamment l'huile d'olive) (4.1%). Cette prédominance fait de la Tunisie le pays le moins diversifié au niveau des produits sur la période 2011-2021, comparativement à plusieurs concurrents à l'exception du Maroc.

Tableau 18 : Diversification des exportations par produit (indice Herfindahl³⁹)

	2011	2013	2015	2017	2019	2021	2011-2021
Pologne	2,8	2,6	2,6	2,7	2,7	2,7	2,6
Turquie	3,4	3,0	3,0	3,1	3,1	3,0	3,1
Thaïlande	3,0	3,2	3,3	3,2	3,0	3,2	3,2
Bulgarie	4,7	4,8	3,9	3,9	3,5	3,5	4,0
Roumanie	3,5	3,8	4,2	4,8	4,8	4,5	4,3
Chine	4,1	4,4	4,4	4,6	4,4	4,3	4,4
République Tchèque	4,1	4,1	4,4	4,7	4,8	4,4	4,4
Hongrie	4,8	4,2	5,2	4,8	4,7	4,4	4,7
Indonésie	5,6	5,1	4,4	4,7	4,4	5,6	4,8
Mexique	5,2	5,0	5,0	5,1	5,3	4,8	5,0
Egypte	5,4	5,3	5,3	4,7	4,7	4,8	5,0
Inde	7,1	6,6	4,5	4,5	4,6	4,5	5,3
Corée du Sud	5,2	5,2	5,0	6,7	5,8	6,3	5,7
Brésil	6,4	5,9	5,6	5,8	6,3	8,0	6,2
Tunisie	7,0	6,5	6,6	7,0	6,9	7,1	6,8
Maroc	6,6	6,0	6,6	7,3	7,5	7,3	6,9

Compilations ITCEQ, source : chelem

³⁹ Plus l'indicateur est élevé, plus la diversification des exportations par produit est faible

Il s'en suit qu'il est aujourd'hui nécessaire d'appuyer davantage le processus d'élargissement de la base productive en accordant, de plus en plus, d'attention aux produits présentant des signes de dynamisme au niveau de la demande internationale. Il s'agit à titre d'exemple des produits pharmaceutiques dont la demande d'importation s'avère dynamique (environ 6% contre une moyenne globale de 3.8% au cours de la décennie 2011-2021). Ceci est d'autant plus réalisable que la Tunisie n'a cessé d'accroître les exportations de ces produits à un taux annuel moyen de 14%.

Effet structure géographique

L'idée implicite à l'analyse de cet effet est que les exportations d'un pays dépendent de sa capacité de s'orienter vers des espaces géographiques en expansion, caractérisés par une demande d'importation dynamique⁴⁰.

Les investigations effectuées, dans ce cadre, se sont basées sur la désagrégation des exportations tunisiennes et des importations mondiales selon sept zones. Il s'agit de l'UE, de l'Amérique du Nord, de l'Afrique du Nord, de l'Afrique Sub-saharienne, du Proche et Moyen Orient, de l'Asie et Océanie et du reste du monde. Elles montrent qu'environ 92% des exportations tunisiennes sont adressées à des marchés en régression à savoir l'UE (73.5%), l'Afrique du Nord (8%), l'Afrique Sub-saharienne (2.9%), le Proche et Moyen Orient (1,8%) et le reste du monde (5.5%). Ainsi, 8.2% seulement sont orientées vers des marchés en expansion tels que l'Amérique du Nord (3.7%), et l'Asie et Océanie (4.5%). Cette importante concentration sur l'UE explique, dans une large mesure, l'effet géographique défavorable.

Tableau 19 : Croissance des importations de biens par zone (en %)

	2011	2013	2015	2017	2019	2021	2011-2021
Asie et Océanie	21,3	3,2	-14,1	16,7	-4,2	28,1	4,7
Amérique du Nord	15,3	0,6	-5,2	9,1	-2,0	21,2	4,0
Union Européenne	17,4	1,4	-13,8	9,5	-2,8	25,3	3,3
Reste du monde	26,8	-0,5	-19,4	11,7	-1,6	25,3	3,2
Proche et Moyen-Orient	16,7	7,3	-10,1	9,8	-3,2	18,5	3,1
Afrique sub-saharienne	24,0	5,0	-12,0	6,7	-0,8	20,6	2,9
Afrique du Nord	5,4	-0,1	-16,1	1,9	-3,6	26,7	2,4
Monde	19,2	1,9	-12,9	11,8	-3,0	25,1	3,8

Compilations ITCEQ, source : chelem

⁴⁰ Croissance des importations est supérieure à la moyenne mondiale ; les marchés en régression disposent, par contre, d'une croissance des importations inférieure à la moyenne.

Les zones en expansion pourraient, par conséquent, constituer une opportunité qu'il y'a lieu d'exploiter pour réduire la dépendance de la Tunisie vis à vis de l'UE et principalement de trois pays à savoir la France, l'Allemagne et l'Italie.

De plus et comparativement aux pays concurrents, la concentration géographique des exportations tunisiennes s'avère la plus importante.

Tableau 20 : Diversification des exportations par pays (indice Herfindahl⁴¹)

	2011	2013	2015	2017	2019	2021	2011-2021
Bulgarie	5,5	5,2	5,4	5,5	5,7	5,7	5,5
Thaïlande	5,7	6,1	6,1	6,0	6,4	6,4	6,2
Turquie	6,1	6,9	6,7	6,9	5,5	5,5	6,4
Chine	6,5	6,8	6,9	6,7	5,7	5,4	6,4
Indonésie	7,0	6,8	6,0	6,3	6,6	8,4	6,7
Roumanie	6,8	6,3	6,8	7,8	7,7	6,8	7,1
Egypte	7,2	6,8	8,0	8,3	6,9	5,5	7,3
Singapour	6,8	7,2	7,9	8,7	7,3	7,5	7,5
Inde	8,1	8,4	8,7	8,5	8,8	8,0	8,4
Brésil	6,5	7,0	6,8	8,2	10,7	11,7	8,5
Hongrie	8,3	8,5	9,5	9,3	9,4	9,3	9,0
Maroc	8,1	8,5	8,7	10,1	10,2	9,3	9,2
Corée du Sud	8,8	9,4	9,6	9,0	9,8	10,1	9,5
République Tchèque	12,5	11,8	12,3	12,6	12,2	12,5	12,3
Tunisie	14,0	11,1	13,1	13,5	13,5	11,8	12,7

Compilations ITCEQ, source : chelem

2.1.2. Effet compétitivité

Outre les deux effets structures (produits et marchés) analysés précédemment, la baisse de la part de marché externe dépend, également, de l'effet compétitivité (résiduel) dont la contribution s'avère la plus importante (-2.1%). Cette composante synthétise l'effet d'un ensemble de facteurs ayant trait aux éléments prix (tels que les coûts de production, le taux de change, etc....) auxquels s'ajoutent d'autres éléments hors prix dont on cite le climat des affaires.

S'agissant de la compétitivité prix, elle a été appréhendée à travers les coûts salariaux unitaires considérés comme indicateur clef de la compétitivité coût. Leur évolution au niveau de l'ensemble de l'économie a connu une hausse spectaculaire au rythme annuel moyen de 6,4% en moyenne durant la période 2011-2021. Une telle évolution est inhérente à une augmentation du taux de salaire nettement plus accélérée que celle de la productivité du travail (6,4% contre 0,04% respectivement).

⁴¹ Plus l'indicateur est élevé, plus la diversification des exportations par marché est faible

Quant à la compétitivité hors prix, appréciée à travers le climat des affaires, et en se référant aux résultats des enquêtes ⁴² de l'ITCEQ, les entreprises exportatrices ⁴³ se plaignent principalement du climat politique, de la corruption, du cadre macro et réglementaire, du financement bancaire et plus encore du transport et de la logistique qui entravent continuellement leurs activités. A cet effet, ils jugent nécessaire que les institutions publiques entreprennent des actions pour promouvoir les exportations. Il s'agit principalement de l'allègement et de la digitalisation des procédures liées à l'export, de l'aménagement des ports maritimes, de la mise en exploitation de nouvelles lignes maritimes et aériennes, du renforcement du rôle du CEPEX et de la consolidation de la diplomatie économique.

En contrepartie et moyennant un climat d'affaires favorable, les exportateurs tunisiens devraient s'engager à fournir plus d'effort pour assurer le suivi et l'anticipation de la dynamique de la demande internationale et, par conséquent, se positionner sur des produits porteurs et sur des marchés dynamiques. Des stratégies vigoureuses en matière d'investissement, de maîtrise technologique et de recherche et développement pourraient être aussi réalisées avec le concours du secteur privé étranger. De tels partenariats permettraient un accès plus facile aux marchés internationaux et un meilleur transfert du savoir-faire et d'innovation technologique.

2.2. Performances des exportations technologiques

Les exportations tunisiennes pour l'industrie manufacturière ont connu, durant la période 2011-2021, une hausse de 1.2% imputable à celle des produits de haute et de moyenne technologie (respectivement 2.5% et 2%). Les exportations de produits de faible technologie ont, par contre, accusé une légère baisse (-0.2%).

Tableau 21 : Evolution de la croissance des exportations manufacturières de la Tunisie par niveau technologique

	2011	2013	2015	2017	2019	2021	2011-2021
Produits de haute technologie	28,3	-6,6	-16,7	13,0	3,6	12,4	2,5
Produits de moyenne technologie	4,4	5,1	-22,0	8,9	-5,7	30,1	2,0
Produits à faible technologie	14,8	2,9	-2,2	4,6	-8,1	7,4	-0,2
Produits manufacturés	11,0	2,8	-14,4	7,8	-5,5	19,4	1,2

Compilations ITCEQ, source : chelem

⁴² - L'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ) mène depuis l'année 2000 une enquête annuelle sur le climat des affaires et la compétitivité des entreprises auprès d'un échantillon de plus de 1000 entreprises privées.

⁴³ Voir rapport sur la compétitivité tunisienne : Bilan et enseignements

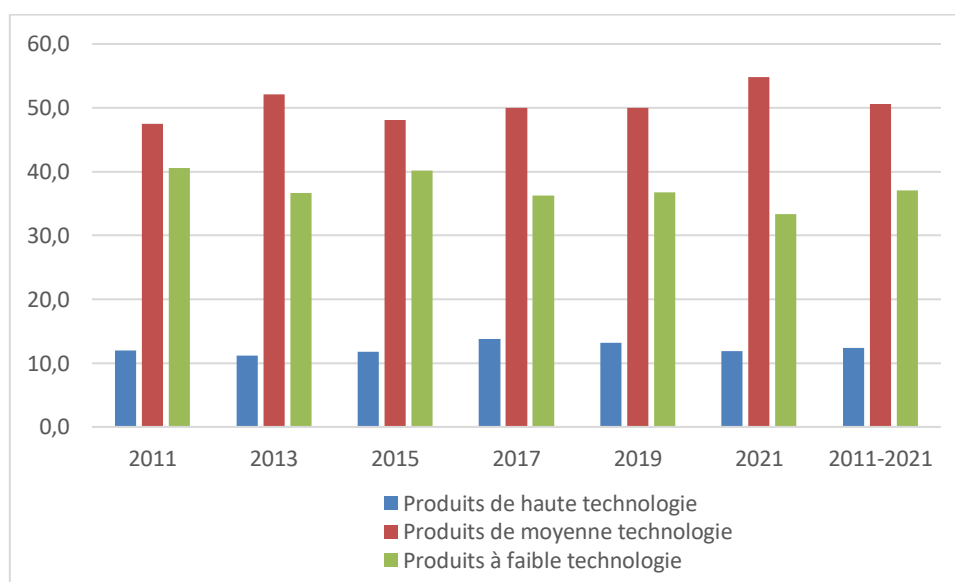
Parallèlement, la structure des exportations de produits manufacturés au cours de la même période a connu une amélioration au profit des produits de haute et de moyenne technologie. Par contre, celle des produits de faible technologie a, remarquablement, baissé.

Tableau 22 : Croissance de la structure des exportations manufacturières de la Tunisie par niveau technologique (%)

	2011	2013	2015	2017	2019	2021	2011-2021
Produits de haute technologie (PHT)	15,6	-9,2	-2,7	4,8	9,6	-5,9	1,6
Produits de moyenne technologie (PMT)	-5,9	2,2	-8,9	1,0	-0,2	8,9	0,9
Produits à faible technologie (PFT)	3,5	0,0	14,3	-3,0	-2,8	-10,1	-1,2

Compilations ITCEQ, source : chelem

Graphique 11 : Structure des exportations manufacturières de la Tunisie par niveau technologique (%)



Compilations ITCEQ, Source : chelem

Par ailleurs, ces performances exportatrices en matière de technologie demeurent encore modestes comparativement à certains concurrents qui se spécialisent de plus en plus dans les produits de haute technologie. Il s'agit plus précisément de certains pays asiatiques tels que la Chine et le Vietnam et de la majorité des PECO dont on cite la Slovaquie et la République tchèque.

Quant à certains pays méditerranéens à l’instar du Maroc et de la Turquie, leurs performances au niveau des exportations technologiques sont relativement moins soutenues que celles de la Tunisie.

Tableau 23 : Performances technologiques des exportations manufacturières de la Tunisie et de certains concurrents (2011-2021) (en %)

	Croissance des exportations			Structure des exportations		
	PHT	PMT	PFT	PHT	PMT	PFT
Maroc	2,1	9,6	3,9	7,6	59,2	33,2
Turquie	6,4	6,8	5,4	4,6	64,3	31,1
Tunisie	2,5	2,0	-0,2	12,4	50,6	37,1
Chine	6,1	7,2	2,7	33,3	48,5	18,2
Vietnam	33,2	14,1	9,5	34,5	28,6	36,9
République tchèque	5,4	5,1	4,8	19,1	70,4	10,5
Slovaquie	0,02	5,7	2,6	16,5	73,8	9,7

Compilations ITCEQ, source : chelem

2.3. Performances des exportations de haute technologie

De plus amples investigations ont été effectuées sur les exportations de haute technologie afin d’identifier les produits qui ont réellement contribué à leur amélioration et ce, aussi bien pour la Tunisie que pour ses principaux concurrents. Ainsi, faut-il rappeler que les produits de haute technologie comptent cinq groupes de produits selon la nomenclature chelem. Il s’agit : i) des produits pharmaceutiques, ii) du matériel informatique, iii) des radios, télévisions et matériaux de communication, iv) des instruments médicaux et appareils de précision et v) de l’aéronautique et espace (voir encadré).

Encadré 10 : Produits de haute technologie	
I. Produits pharmaceutiques	Il s’agit de la fabrication des préparations pharmaceutiques, de produits chimiques à usage médicinal et de produits d’herboristerie.
II. Matériel informatique	Il s’agit de la fabrication de machines de bureau, de machines comptables et de matériel de traitement de l’information.
III. Radios, télévisions et matériaux de communication	Il s’agit de la fabrication d’équipements et appareils de radios, de télévisions et de communication. Ce groupe comporte trois types de produits : <ul style="list-style-type: none"> 1) Tubes et valves électroniques et autres composantes électroniques. 2) Émetteurs de radios, TV et appareils de téléphonie et de télégraphie. 3) Récepteurs de TV et de radios, appareils d’enregistrement et de reproduction du son ou de l’image et articles associés.

IV. Instruments médicaux et appareils de précision	Il s'agit de la fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optiques et d'horlogerie. Ce groupe comporte cinq types de produits : 1) Appareils médico-chirurgicaux et d'orthopédie. 2) Instruments et appareils pour la mesure, la vérification, le contrôle, la navigation et d'autres usages sauf les équipements de processus industriels. 3) Équipements de contrôle de processus industriel. 4) Instruments d'optique et de matériel photographique. 5) Horlogerie.
V. Aéronautique et espace	Il s'agit de la construction aéronautique et spatiale.

Les exportations tunisiennes pour les produits de haute technologie sont prédominées durant la période 2011-2021 par les récepteurs de TV et de radios, les instruments et appareils de mesure et, à un degré moindre, par les produits de construction aéronautique et spatiale et par les émetteurs de radios, TV et d'appareils de téléphonie et de télégraphie. Il est à souligner que les appareils de mesure ainsi que le secteur de l'aéronautique et espace, suivis des produits pharmaceutiques et des appareils médico-chirurgicaux ont connu une nette amélioration de leurs exportations. Par contre, tous les autres produits en ont enregistré une baisse qui est remarquable au niveau du matériel informatique.

Tableau 24 : Performance de la Tunisie dans les exportations de haute technologie sur la période 2011-2021

	Structure des exportations (%)	Taux de croissance annuel moyen (%)
Produits pharmaceutiques	3,3	8,9
Matériel informatique	4,0	-8,5
Radio, TV et matériaux de communication.	45,8	-1,9
Tubes et valves électroniques et autres composantes électroniques	9,8	-1,9
Émetteurs de radio, TV et d'appareils de téléphonie et de télégraphie	14,6	-1,5
Récepteurs de TV et de radio, d'appareils d'enregistrement.	21,3	-2,4
Instruments médicaux et appareils de précision	32,0	8,3
Appareils médico-chirurgicaux et d'orthopédie	9,7	8,7
Instruments et appareils de mesure	19,5	9,7
Équipements de contrôle des processus industriels	0,6	-4,4
Instruments d'optique et de matériel photographique	0,8	3,6
Horlogerie	1,4	-3,7
Aéronautique et espace	14,9	9,0
Produits de haute technologie	100,0	2,5

Compilations ITCEQ, Source : chelem

Il est à rappeler que les performances tunisiennes en matière de haute technologie⁴⁴ par rapport au Maroc et à la Turquie sont à nuancer puisqu'ils sont plus spécialisés dans des produits moins sensibles à la concurrence et à l'évolution des prix à l'instar de l'aéronautique et des produits pharmaceutiques. En effet, les exportations marocaines en haute technologie concernent essentiellement les tubes et valves électroniques et autres composantes électroniques qui, à eux seuls, occupent plus de la moitié du total des exportations de haute technologie. Ces produits sont suivis par la construction de l'aéronautique et espace qui a connu des performances plus remarquables.

Quant aux exportations turques de haute technologie, elles sont prédominées par les récepteurs de TV et de radios et d'appareils d'enregistrement et, à un degré moindre, par l'aéronautique et espace et les produits pharmaceutiques.

Concernant la Chine, pionnière dans les exportations de produits de haute technologie (33% du total des exportations technologiques sur la période 2011-2021), elle est spécialisée dans « le matériel informatique » ; « les récepteurs de TV et de radios, d'appareils d'enregistrement » ; « les émetteurs de radios, TV et d'appareils de téléphonie et de télégraphie » et, à un degré moindre, dans « les tubes et valves électroniques et autres composantes électroniques ».

S'agissant du Vietnam, ses exportations en ces produits ont connu un essor remarquable durant la même période. Cette évolution s'explique notamment par la croissance sans précédent, qu'ont connue ses exportations des émetteurs de radios, TV et téléphones » depuis 2010. Parallèlement, « les tubes et valves électroniques et autres composantes électroniques » et, à un degré moindre, « le matériel informatique » et « les récepteurs de TV et de radios, d'appareils d'enregistrement » ont connu des performances non négligeables.

Quant à la Slovaquie et la République Tchèque, elles se sont spécialisées principalement dans l'exportation des « récepteurs de TV et de radios, d'appareils d'enregistrement », pour la première, et dans « le matériel informatique », pour la deuxième.

En somme et bien que la Tunisie enregistre des performances en matière d'exportations technologiques moins soutenues que celles de ses principaux concurrents, elle dispose d'un potentiel au niveau de certains produits de haute technologie qu'il y'a lieu de mieux exploiter moyennant le développement d'actions offensives en matière d'investissement, de maîtrise technologique, de recherche et d'accès aux marchés internationaux. Ces produits concernent « la construction aéronautique », « les instruments d'optique et de matériel photographique »,

⁴⁴ Voir rapport sur la compétitivité tunisienne : Bilan et enseignements

« les produits pharmaceutiques » et « les appareils médico-chirurgicaux et d'orthopédie ». Ceci est d'autant plus vrai qu'en dépit d'une situation économique difficile pendant la période 2011-2021, ces produits ont consolidé leurs exportations et disposent de marges de progression considérables vu qu'ils occupent encore de faibles parts dans le total des exportations de biens.

Conclusion

A la lumière de ce qui précède et en dépit de la faible performance liée non seulement à la persistance de certains problèmes structurels, mais aussi au contexte géopolitique instable, la Tunisie dispose encore de marges de progressions importantes pour relever tous ces défis et améliorer son positionnement compétitif. Pallier ces insuffisances dépend, en effet, de la capacité du pays à instaurer un climat des affaires propice et ce, à travers l'implémentation des réformes économiques susceptibles de rétablir la confiance et relancer, par conséquent, la compétitivité globale de l'économie.

A cet égard, le tableau ci-dessous présente quelques pistes d'amélioration :

Principales recommandations pour redresser la compétitivité pays

Domaines	Insuffisances	Propositions d'actions
Secteur bancaire et marché boursier	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'accès au financement - Niveau structurellement élevé des crédits non performants - Le secteur bancaire tunisien est caractérisé par une atomocité entre banques publiques, banques privées et banques non résidentes de faible taille - Faible contribution du marché boursier au financement des investissements 	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessité de l'assainissement des banques avant de passer à leur rapprochement afin d'avoir une taille critique leurs permettant d'être plus efficaces et plus compétitives ; - Accélérer la mise en œuvre de la stratégie d'inclusion financière via, entre autres, la modernisation des structures et institutions régionales ; - Favoriser le paiement mobile et accélérer l'adoption et la publication des décrets d'application du Decashing afin de dématérialiser la monnaie et d'épuiser l'alimentation de l'économie informelle en liquidités ; - Renforcer l'application des bonnes pratiques de gouvernance ; - Renforcer le rôle des sociétés de recouvrement afin de pallier le problème de crédits non performants ; - Diversifier les produits financiers du marché boursier pour faciliter, entre autres, les mécanismes de sortie des sociétés de capital-investissement ; - Améliorer l'efficacité des services de la Société Monétique Tunisie offerts aux chefs d'entreprise en déplacement à l'étranger ou bien libéraliser le marché - Adopter l'open banking permettant le partage par les banques des données collectées sur leurs clients avec des fournisseurs tiers via l'interface de programmation applicative ouverte - Offrir un taux de rémunération de l'épargne attractif pour les tunisiens résidents à l'étranger afin d'assurer la stabilité financière (Personne physique et morale).
Stabilité macroéconomique	<ul style="list-style-type: none"> - Niveaux élevés du déficit courant et du déficit budgétaire - Faiblesse et repli du taux d'épargne - Hausse de l'inflation - Baisse de la couverture en mois d'importation - Hausse du taux d'endettement extérieur 	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluer les programmes/projets publics, y compris les projets d'infrastructures pour prioriser les dépenses publiques et ce, via la mise en place d'un processus de contractualisation ; - Renforcer les recettes budgétaires à travers une meilleure gouvernance du système de sécurité sociale (actions du recouvrement des cotisations de la CNSS par la lutte contre le phénomène de sous déclaration, sous affiliation et sous recouvrement...) ainsi qu'une équité fiscale ; - Optimiser la politique change compte tenu notamment de la hausse du taux d'endettement extérieur et de l'aggravation des déficits jumeaux ; - Contenir les pressions inflationnistes à travers la maîtrise des coûts de production et l'amélioration de la productivité ; - Assurer une gestion dynamique de la dette extérieure y compris le recours aux produits de couverture.

Domaines	Insuffisances	Propositions d'actions
Dynamique de croissance et compétitivité interne	<ul style="list-style-type: none"> - Niveaux relativement faibles du revenu national brut et de la consommation privée par habitant - Faiblesse de l'indicateur de rattrapage des pays de l'UE - Repli de l'effort d'investissement - Manque d'efficacité du secteur public (Faiblesse de l'Indicateur Mondial de Gouvernance de la Banque Mondiale) - Fort interventionnisme de l'Etat (niveau élevé des dépenses publiques) - Lourdeur des charges fiscales 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les entreprises de l'importance de la maîtrise des coûts de production, de la montée en gamme, de l'amélioration de la qualité et de l'investissement dans la R&D pour améliorer la compétitivité des produits nationaux ; - Alléger la pression fiscale, promouvoir la transparence et renforcer le dispositif de contrôle fiscal ; - Raccourcir les délais pour la restitution de la TVA - Miser sur la stabilité des textes règlementaires
Compétitivité externe	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de diversification des exportations par marché et par produit - Faiblesse du niveau des parts de marché sur l'UE - Moindre performance en termes de commerce transfrontalier (coûts, délais et procédures) - Contribution défavorable de la compétitivité prix à la croissance des parts de marché externe 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la diplomatie économique à l'étranger notamment dans les marchés à forte potentialité d'exportation tels que le marché africain ; - Simplifier les procédures administratives et douanières et consolider leur digitalisation ; - Développer les produits à potentialités d'exportation non exploitées et se positionner sur des marchés porteurs ; - Renforcer le dispositif d'assistance et de soutien aux entreprises pour s'orienter vers de nouveaux marchés dynamiques à l'instar de l'Afrique subsaharienne et de certains pays d'Asie ; - Consolider la position du pays et la montée dans les CVM tout en favorisant le passage de la sous-traitance à la coproduction et l'internationalisation des entreprises ; - Améliorer les gains de productivité - Prendre en considération la productivité comme élément de négociations sociales
Intégration	<ul style="list-style-type: none"> - Rigidité du cadre réglementaire des IDE - Niveau relativement faible des IDE en pourcentage du PIB 	<ul style="list-style-type: none"> - Activer la révision du code de change ; - Constituer des pôles urbains d'attractivité dans les régions intérieures qui peuvent en faire des métropoles régionales attractives ; - Améliorer les services logistiques (infrastructures routière et aéroportuaire, services d'acconage et de manutention...etc.) et appuyer les structures d'accompagnement ; - Favoriser le partenariat public-privé dans certains domaines tels que le transport, la logistique, l'énergie et le secteur financier ; - Améliorer la gestion des infrastructures portuaires ; - Mobiliser la diaspora tunisienne pour nouer des relations de partenariat avec des entreprises tunisiennes⁴⁵ ; - Accélérer la mise en place de l'Open-sky ;

⁴⁵ Voir « Propositions sur la contribution de la diaspora tunisienne à l'entrepreneuriat et l'investissement productif », DiafrikInvest, 2018

Domaines	Insuffisances	Propositions d'actions
Innovation et économie de la connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau des dépenses en R&D - Faible contribution du secteur privé dans les dépenses en R&D - Niveau relativement limité du nombre de brevet des résidents 	<ul style="list-style-type: none"> - Associer le secteur privé dans les conseils d'administration des établissements universitaires et des centres de formation afin de les inciter à investir davantage dans les activités de R&D ; - Activer l'obtention d'accréditations selon les normes internationales pour les centres de recherche et les laboratoires ; - Favoriser la synergie entre les différentes institutions (entreprises, centres de recherche, universités, technopoles...) pour renforcer la capacité d'innovation. - Exploiter davantage les opportunités offertes par les fonds de recherche étrangers.
Services logistiques et infrastructure technologique	<ul style="list-style-type: none"> - Coûts élevés liés aux services logistiques de commerce international (procédures administratives, transport et assurance) - Faiblesse de l'indice de connexion des lignes de transport maritime - Insuffisance de l'infrastructure globale (routes, port, aéroport...) - Manque de développement de l'infrastructure technologique (nombre limité de ménages équipés d'ordinateurs, d'utilisateurs d'Internet, de serveurs sécurisés, d'abonnés à Internet à haut débit) - Niveau relativement faible de la part des importations de biens en TIC dans le total des importations de biens 	<ul style="list-style-type: none"> - Réviser et instaurer un cadre réglementaire moderne du secteur des TIC ; - Réduire les impôts et taxes sur l'importation des équipements en TIC ; - Promouvoir les investissements dans l'infrastructure numérique moyennant la consolidation du rôle du secteur privé via le recours aux PPP pour faciliter la transformation digitale des entreprises ; - Généraliser l'utilisation des TIC dans tous les domaines et la rendre obligatoire pour certains services connexes à l'instar des paiements des taxes et des impôts ; - Instaurer la confiance des utilisateurs et des consommateurs du commerce électronique via l'amélioration du cadre réglementaire et législatif de la sécurité numérique ; - Favoriser le développement des secteurs à fort potentiel de croissance, entre autres, l'industrie intelligente et inciter les entreprises à y adhérer ;
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse des dépenses de santé et d'éducation par habitant ; - Faible collaboration entre l'université et le tissu productif - Faiblesse des taux d'alphabétisation et de scolarisation ; - Forte mobilité vers l'étranger ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer davantage la culture des affaires et l'esprit d'initiative et d'entrepreneuriat dans le système éducatif ; - Améliorer les rémunérations et les conditions de travail des compétences ; - Améliorer les capacités professionnelles du capital humain en consolidant la formation par alternance et en facilitant l'acquisition des soft skills (gestions des problèmes, l'intelligence émotionnelle, la gestion du temps...) à travers des formations cibles ; - Assurer une meilleure gouvernance des dépenses publiques en éducation pour en accroître le rendement ; - Elargir et adapter les services d'accompagnement aux entreprises pour l'identification des besoins en compétences qualitativement et quantitativement

Références Bibliographiques

- Atradius, « Indonésie : un solide rebond du PIB », Juillet 2022
- Atradius, « PIB turc au ralenti avec une inflation galopante », février 2022
- Bank of Africa BMCE Group, Mars 2023
- BCT, « Rapport annuel de la BCT 2022 »
- BCT, Rapport annuel de la BCT, 2023
- BFM Bourse « Marché : pourquoi malgré une hausse de près de 100%, la bourse argentine n'est pas championne du monde », décembre 2022 ;
- BPI-France, Direction évaluation, études et prospective, « EGYPTE : FICHE PAYS » JUIN 2023
- Camille Baulant, « La Croatie dans la zone euro, l'aboutissement de 30 ans de redressement économique », The conversation, avril 2023
- Copernic avocats, « New Deal à la polonaise – une révolution fiscale prévue pour 2022 » Octobre 2021 ;
- DCC, ITCEQ, « Positionnement compétitif de l'économie tunisienne », Décembre 2021
- DG Trésor «En Asie, la finance est la "nouvelle frontière" de l'intégration régionale»
- Direction générale du Trésor, « Bulletin d'analyse économique Chine » décembre 2020
- Distingo BANK « À quoi s'attendre pour la Bourse turque en 2023 après une année exceptionnelle ? », janvier 2023
- François Gleizes, Stéphane Legleye, Anne Pla « Ordinateur et accès à Internet : les inégalités d'équipement persistent selon le niveau de vie », Insee février 2021
- H. HAMMAMI « Pour une meilleure optimisation des programmes d'appui pour le développement des exportations tunisiennes » D. Prospective / CEPEX
- Hélène DROUOT, « Philippines : ralentissement limité de la croissance pour 2023 », BNP PARIBAS, Etudes économique, janvier 2023
- Hubert Testard «La place financière de Singapour : évolutions et enjeux” ; 31 mai 2022
- Ministère de l'investissement et du commerce extérieur de l'Egypte, « L'Egypte travaille à multiplier ses exportations vers l'Afrique », mars 2022
- OCDE, « Perspectives économiques de l'OCDE : la Turquie, Volume 2020 Numéro 1 »
- OCDE, « Etudes économiques de l'OCDE : Lituanie 2020 »
- Souad DHAOUI « Pour un renouveau de la politique industrielle en Tunisie », ITCEQ janvier 2022

- Stéphane COLLIAC, « Croissance turque : ne pas abuser des bonnes choses », BNP PARIBAS- Etudes économiques, 2021
- Sven Balkan Insight, « Croatia relies too much on tourism, economist warns», MILEKIC, Janvier 2018
- Trade solution, « Singapour : le profil commercial », BNP Paribas, avril 2023

Sources Statistiques

Rapports de la BCT, Budget économique (MEP), BVMT, Egypt, CHELEM, COFACE, DB (BM), EUROSTAT, Government Finance Statistics (FMI), Heritage Foundation, INS, Instance Nationale des Télécommunications, MEP, MF, MES, MTCEN, OCDE, Perspective Monde, Portail haut débit de l'OCDE, PNUD, Statistiques financières internationales (FMI), Transparency International, Trademap, The Conference Board Total Economy Database, UIT, CNUCED, UNESCO, WDI, WEF, World Economic Outlook (FMI).

Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives



27, rue du Liban - 1002 Tunis Belvédère



(+216) 71 802 044



(+216) 71 787 034



boc@itceq.tn



www.itceq.tn



Institut.Tunisien.Competitivite